



Conseil de sécurité

Cinquante-sixième année

Provisoire

4265^e séance

Vendredi 26 janvier 2001, à 15 heures
New York

<i>Président :</i>	M. Mahbubani	(Singapour)
<i>Membres :</i>	Bangladesh	M. Chowdhury
	Chine	M. Shen Guofang
	Colombie	M. Valdivieso
	États-Unis d'Amérique	Mme Soderberg
	Fédération de Russie	M. Granovsky
	France	M. Levitte
	Irlande	M. Cooney
	Jamaïque	M. Prendergast
	Mali	M. Touré
	Maurice	M. Neewoor
	Norvège	M. Brattskar
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Eldon
	Tunisie	M. Ben Mustapha
	Ukraine	M. Krokhmal

Ordre du jour

La situation au Timor oriental

Rapport du Secrétaire général sur l'Administration transitoire
des Nations Unies au Timor oriental (S/2001/42).

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-178.

La séance est reprise à 15 h 20.

M. Ben Mustapha (Tunisie) : Je voudrais souhaiter la bienvenue à M. Sergio Vieira de Mello qui fait preuve d'une disponibilité sans faille aussi bien sur le terrain qu'envers le Conseil de sécurité pour le tenir informé des progrès réalisés par l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) dans l'accomplissement de son mandat au Timor oriental. Je tiens, aussi, à remercier le Secrétaire Général pour son rapport exhaustif et complet. Mes remerciements vont, également à M. Mark Malloch Brown, M. Klaus Rohland, M. Luis Valdivieso, M. Harri Holkeri, Président de l'Assemblée générale, et M. Ramos Horta, membre du Cabinet de transition du Timor oriental, pour nous avoir fait part de leurs appréciations sur la situation au Timor oriental.

Notre séance d'aujourd'hui se tient dans le cadre d'une approche d'avenir pour le Timor oriental. Nous sommes arrivés, maintenant, à une étape très importante du processus déclenché depuis plus d'une année et qui nécessite plus que jamais l'appui inconditionnel et renouvelé de toutes les parties. Il y va de l'avenir du Timor oriental, que nous voulons tous sûr, mais également de la stabilité de la région tout entière.

Depuis son établissement voilà plus d'une année, l'ATNUTO a réussi à mener à bien son mandat dans plusieurs secteurs et ce, malgré le cadre difficile dans lequel l'Administration transitoire mène son mandat. Nous constatons avec satisfaction que la situation sur le terrain a positivement évolué. Des résultats concrets ont été obtenus jusqu'à maintenant dans divers domaines tels que l'éducation, la santé, la justice, la sécurité publique et l'infrastructure.

De même, le secteur de l'information a connu un progrès certain grâce notamment à Radio UNTAET et au journal timorais bimensuel qui permettent aux réfugiés de mieux connaître la situation au Timor oriental et les encouragent ainsi à prendre une décision concernant leur retour.

Nous nous félicitons de ces réalisations qui viennent confirmer les appréciations que les membres du Conseil ont eues lors de leur visite au Timor oriental. C'est également pour nous une nouvelle occasion pour réitérer tout notre soutien à M. Sergio Vieira de Mello pour l'efficacité dont il a fait preuve pour parvenir à réaliser une œuvre difficilement envisageable il y a quelque temps.

Certes, il reste encore d'autres difficultés à surmonter. À cet égard, nous considérons que la coopération à ce stade avec le Gouvernement indonésien est très importante, pour réussir cette entreprise et contribuer à l'apaisement de la situation en général. La volonté prouvée et affirmée des autorités indonésiennes avec laquelle elles ont fait face aux différentes questions soulevées – comme celles relatives à l'arrestation et le commencement des jugements des suspects, la collecte et la destruction des armes, le désarmement des milices ainsi que l'engagement à mettre fin à leurs activités et le retour des réfugiés – est une preuve supplémentaire de leur engagement pour résoudre les questions en suspens. Par ailleurs, nous estimons que la communauté internationale devrait continuer à apporter son soutien important au Timor oriental dans tous les domaines.

L'ATNUTO est une expérience pilote pour les Nations Unies. Son bilan positif jusqu'à maintenant nous incite à faire un effort supplémentaire en vue de lui permettre de réussir le passage du Timor oriental vers l'indépendance, garantissant ainsi une transition sans heurts vers une paix durable dans ce pays, une paix que nous devons maintenant édifier.

Toutefois, comme l'a indiqué le Secrétaire général, le Timor oriental aura encore besoin, après son indépendance, d'une aide internationale importante, qui devra aller bien au-delà du type d'aide normalement consenti à un pays en développement.

Je saisis l'occasion de la présence parmi nous ce matin de M. Harri Holkeri, Président de l'Assemblée générale, pour lui réitérer la demande du Conseil de sécurité d'envisager la possibilité d'autoriser une utilisation plus flexible des ressources prévues aux budgets statutaires dans le cas d'opérations complexes de maintien de la paix comme l'ATNUTO.

Nous nous devons de réussir ce processus de transition qui prépare dans des conditions satisfaisantes, l'indépendance tant souhaitée par le peuple timorais de l'Est. À cet égard, le calendrier politique en deux phases, présenté par le Conseil national de résistance timoraise est une étape importante à laquelle nous devons apporter tout notre soutien en vue de la concrétisation de la volonté politique des Timorais.

Nous sommes convaincus que la présence de l'ATNUTO est nécessaire pour préparer l'étape future de consolidation de la paix à travers la mise en place de la mission intégrée qui sera dirigée par un Représentant

spécial du Secrétaire général. À cet égard, il est nécessaire d'entamer une réflexion approfondie concernant la manière avec laquelle sera gérée cette mission intégrée et ce, pour obtenir les résultats escomptés.

Il nous paraît important d'apporter notre appui à la demande du Secrétaire général de proroger le mandat de l'ATNUTO jusqu'au 31 décembre 2001 afin que l'Administration transitoire puisse réaliser ses objectifs.

Avant de terminer, je voudrais, au nom de mon pays, présenter mes condoléances aux peuples amis du Pakistan et de l'Inde pour les victimes du tremblement de terre qui vient de frapper ces deux pays amis.

M. Levitte (France) : À mon tour je souhaiterais présenter les condoléances attristées de la France aux peuples et aux Gouvernements de l'Inde et du Pakistan à la suite du tremblement de terre tragique, qui a meurtri les deux pays.

Je suis particulièrement heureux de rendre un hommage bien mérité au Représentant spécial du Secrétaire général au Timor oriental, notre ami M. Sergio Vieira de Mello. Nous apprécions le travail remarquable qu'avec toute son équipe il réalise avec détermination pour remplir le mandat de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO).

Je remercie également de leurs interventions l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, M. Malloch Brown, ainsi que M. Klaus Rohland, Responsable régional à la Banque mondiale, et M. Luis Valdivieso, Conseiller au Fonds monétaire international.

Pour la deuxième fois cette semaine, après le débat public sur la situation en République centrafricaine, le Conseil a l'occasion d'associer à ses travaux d'éminents représentants des institutions financières internationales et des fonds et programmes des Nations Unies. C'est un exemple à suivre. Il est en effet indispensable de développer la concertation, y compris lors de l'examen du fonctionnement d'opérations de paix complexes, entre les grandes institutions ayant des responsabilités en matière de consolidation de la paix.

Je rends hommage également au Président Holkeri, qui a conduit avec la rigueur et la détermination qu'on lui connaît une mission au Timor oriental.

Je tiens enfin, et particulièrement, à souhaiter la bienvenue au membre du Cabinet transitoire chargé des affaires étrangères, M. José Ramos-Horta, qui nous a dit que Sergio Vieira de Mello avait vieilli vite depuis son arrivée au Timor. Je dis à José Ramos-Horta que lui ne change pas – et je le connais depuis 20 ans.

Nous avons entendu son exposé, c'était l'exposé d'un homme de vision et de raison qui nous a tracé des perspectives à la fois réalistes et ambitieuses pour un Timor oriental indépendant et démocratique. Qu'il en soit remercié!

L'ATNUTO restera incontestablement dans l'histoire des Nations Unies comme un succès exemplaire. Le rapport rend parfaitement compte des progrès impressionnants réalisés ces derniers mois, notamment dans la mise en place d'une administration timoraise, le fonctionnement des services publics et la reconstruction des infrastructures.

Mais l'histoire du Timor oriental ne s'arrête pas là. Un autre succès reste à construire : celui de l'après-indépendance. Pour le peuple timorais l'indépendance constitue, de façon bien compréhensible, une aspiration grandissante. Ne pas répondre à ces attentes ne ferait que provoquer incertitudes et frustrations. Nous devons envoyer aux Timorais un signal sans équivoque traduisant notre confiance dans l'avenir de leur pays. La classe politique timoraise a construit avec l'ATNUTO un partenariat qui mérite d'être encouragé.

Il revient à la communauté internationale de permettre aux Timorais de réaliser leurs ambitions. Une perspective claire doit leur être offerte. La France se félicite de la confirmation par le Secrétaire général, aux paragraphes 4 et 50 de son rapport, de l'objectif d'une indépendance d'ici le 31 décembre 2001. La rapidité de la transition est un facteur de succès. C'est une garantie contre l'enlèvement. Plusieurs exemples d'autorités transitoires couronnées de succès en témoignent. L'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge a duré 18 mois, l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental à peine deux ans.

Il est indispensable d'accélérer dans toute la mesure du possible la montée en puissance progressive du pouvoir politique et administratif timorais. Des efforts notables ont été accomplis. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : plus de 7 000 fonctionnaires timorais recrutés, une majorité de représentants timorais dans le Cabinet

transitoire, la mise en place d'un budget de Timor doté de 124 millions de dollars.

Des progrès restent cependant à faire. À moins d'un an de la date prévue pour l'indépendance, le budget de l'ATNUTO, le plus élevé parmi ceux de toutes les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, représente encore plus de 10 fois celui du Timor oriental. Le recrutement de fonctionnaires timorais aux échelons supérieurs et intermédiaires de la fonction publique reste trop lent. Des formations et des rémunérations plus attractives doivent être proposées. Les communications restent un handicap sérieux au développement à l'intérieur du pays. Les services de santé reposent quasi-exclusivement sur l'action des organisations non gouvernementales internationales. Le service de l'éducation fonctionne encore dans une trop large mesure sur le principe de l'aide d'urgence. La viabilité de nombreuses entreprises créées ces derniers mois dépend encore très largement de la présence internationale. Ce sont autant de défis qui restent à relever pour assurer la viabilité d'un Timor indépendant.

Pour relever ces défis, il faut faire appel de façon croissante aux donateurs bilatéraux et multilatéraux, à la Banque mondiale, au Programme des Nations Unies pour le développement et aux autres fonds et programmes des Nations Unies notamment. Les annonces faites lors de la conférence des donateurs de Bruxelles, en décembre dernier, doivent être honorées et les décaissements doivent être accélérés.

Le Timor oriental doit être un test, mais un test réussi, de l'efficacité, de l'adéquation et de la rapidité des actions et des financements en matière de consolidation de la paix.

L'indépendance transformera en profondeur le rôle de la communauté internationale au Timor oriental. Il s'agira d'accompagner les autorités timoraises. Il ne sera plus question de se substituer à elles. L'indépendance marquera le passage définitif du maintien de la paix à la consolidation de la paix.

Il appartient au Conseil de veiller à ce que cette transition soit aussi progressive que possible. Le Conseil doit veiller à ce qu'elle soit préparée en amont. Nos débats de novembre dernier sur le thème « Pas de sortie sans stratégie » peuvent s'appliquer parfaitement au Timor oriental. Il conviendra donc que le Conseil examine fréquemment dans les mois qui viennent le mandat et les moyens de l'ATNUTO pour répondre au mieux aux besoins très évolutifs du Timor oriental.

La France souscrit à la proposition du Secrétaire général de renouveler le mandat de la force jusqu'au 31 décembre. Cette durée exceptionnellement longue pour une opération de maintien de la paix devrait permettre à l'ATNUTO de parcourir dans la sérénité la période mouvementée de la transition politique.

Un tel mandat ne doit cependant pas faire obstacle à des examens plus fréquents des moyens et des objectifs de l'ATNUTO. Il pourrait être utile pour le Conseil de disposer de rapports à échéance rapprochée. La France souhaite qu'un examen en profondeur de l'adéquation des moyens de l'ATNUTO à la situation sur le terrain puisse être conduit d'ici trois mois sur la base de recommandations détaillées du Secrétariat. La France fera, dans le projet de résolution qui est actuellement en cours de discussion, des propositions de nature à prévoir un tel examen. Il faudra par exemple s'interroger sur l'adéquation du dispositif dans les zones orientales du Timor oriental, dans lesquelles la sécurité paraît la mieux assurée et où les risques liés à l'infiltration de milices sont moindres. Cette capacité d'adaptation à une situation très évolutive est une condition essentielle du succès de l'effort international au Timor oriental.

S'agissant de la forme que prendra la présence internationale après l'indépendance, la France examinera avec attention les recommandations que le Secrétaire général fera. Il faudra par ailleurs soigneusement veiller à la répartition des rôles entre les différents acteurs concernés.

Pour terminer, je souhaiterais poser au Représentant spécial quelques questions concernant la préparation des élections à l'assemblée constituante. Comment envisage-t-il, au lendemain des élections, le rôle de l'ATNUTO aux côtés d'une assemblée constituante élue? Quelles adaptations du mandat ou, au moins, du mode de fonctionnement de l'ATNUTO, seront nécessaires? Les opérations de retour pourront-elles être accélérées pour permettre aux réfugiés de prendre part aux élections? Et, sinon, faudra-t-il prévoir des possibilités de vote par correspondance? Autant de questions que nous nous posons.

M. Prendergast (Jamaïque) (*parle en anglais*) : D'emblée, au nom du Gouvernement jamaïcain, ma délégation souhaite présenter ses condoléances aux Gouvernements et aux peuples de l'Inde et du Pakistan à la suite des séismes qui se sont produits récemment.

La délégation jamaïcaine souhaite elle aussi la bienvenue au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Sergio Vieira de Mello, au Conseil de sécurité aujourd'hui. Nous le remercions des informations exhaustives qu'il nous a données sur l'évolution de la situation au Timor oriental. Nous nous réjouissons également d'accueillir le Président de l'Assemblée générale, M. José Ramos-Horta membre du Cabinet transitoire du Timor oriental, l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et les représentants du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. La séance d'aujourd'hui qui a suscité une si large participation dit bien l'importance que le Conseil accorde au développement au Timor oriental dans le sens le plus large, notamment par le biais du développement économique et social et de la reconstruction.

Ma délégation continue de s'intéresser aux travaux de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) alors qu'elle cherche notamment à assurer la sécurité et à maintenir l'ordre public; à établir une administration efficace; contribuer au développement de la fonction publique et des services sociaux; et à soutenir le renforcement des capacités d'autonomie. Nous avons vu l'ATNUTO à l'oeuvre, en collaboration avec le peuple est-timorais, dans l'exécution des dispositions de la résolution 1272 (1999) et nous soutenons sans équivoque l'ATNUTO alors qu'elle prépare le Timor oriental à l'indépendance.

La participation des Timorais à l'administration a été d'une importance cruciale pour ma délégation. Le renforcement des capacités et la formation assureront un avenir durable au Timor oriental. M. Vieira de Mello a annoncé que le mandat de renforcement des capacités commençait à se réaliser. Il s'agit là d'un élément critique et nous encourageons l'ATNUTO à continuer d'aller de l'avant dans ce contexte. Nous notons également qu'on assiste depuis six mois à des efforts concertés tendant à accélérer le transfert des pouvoirs aux Timorais, et nous nous félicitons de ces efforts. Nous appuyons la poursuite de la délégation progressive des pouvoirs jusqu'au moment où ces pouvoirs finiront par être aux mains du gouvernement de l'État indépendant.

Nous nous accordons à dire qu'il s'agit là d'une approche novatrice qui demande beaucoup de compréhension et de souplesse de la part de tous les intéressés. Cette approche est d'une importance fondamentale car

elle cadre pleinement avec l'objectif de préparation des Timorais à l'autonomie. Comme M. Ramos-Horta l'a dit à juste titre, il ne suffit pas de déléguer les responsabilités. Il faut aussi donner aux Timorais de l'Est les outils nécessaires pour renforcer les capacités et développer les ressources humaines. La tâche consistant à renforcer les capacités doit demeurer une priorité.

Ma délégation est particulièrement intéressée par l'affirmation contenue dans le rapport du Secrétaire général selon laquelle les Timorais de l'Est sont de plus en plus nombreux à vouloir accéder à l'indépendance avant la fin de 2001 et à vouloir tenir des élections avant le 30 août. Nous convenons qu'il est nécessaire d'établir un calendrier pour la transition vers l'indépendance et, en fin de compte, l'indépendance elle-même. Nous accordons de l'importance aux mesures décrites dans le rapport du Secrétaire général, qui comprennent la tenue de consultations à l'échelle nationale, la prise de décisions concernant l'Assemblée constituante, la rédaction d'une constitution et enfin la mise en place d'un gouvernement. Nous reconnaissons qu'une démarche par étapes est la voie la plus pratique dans cette situation.

En corollaire à cela, nous estimons que pour être en mesure d'établir un calendrier, il faut s'attaquer à la situation en matière de sécurité, ainsi qu'à d'autres problèmes logistiques tels que l'organisation des élections et le processus de prise de décisions. Considérés ensemble, ces facteurs sont complémentaires et peuvent soit faire avancer soit entraver le programme menant à l'indépendance. Nous sommes d'avis que ces questions doivent être abordées de la façon la plus globale possible, afin d'établir une base solide pour en assurer le succès.

Nous souhaitons souligner l'importance de promouvoir la durabilité du processus électoral à venir. Nous appuyons par conséquent la création à l'avenir d'une commission électorale chargée de superviser les élections, qui serait composée d'éminents Timorais et d'autres personnalités.

Ma délégation, à l'instar d'autres présentes ici, estime que même après avoir accédé à l'indépendance, le Timor oriental aura toujours besoin d'une aide importante de la communauté internationale, puisqu'il éprouvera les problèmes de croissance que plusieurs de nos pays ont connus. Nous sommes d'accord pour dire que l'appui international nécessaire ira au-delà du genre d'assistance normalement fournie à un pays en

développement. Il y aura tout un éventail de domaines qui devront être abordés après l'indépendance, tel le système judiciaire et la défense, comme M. de Mello l'a souligné.

La situation en matière de sécurité et la question des réfugiés demeurent fort préoccupantes pour nous. En ce qui concerne les réfugiés, nous demeurons inquiets en raison des incidents impliquant les activités de milices, même si leur nombre a quelque peu diminué. Nous avons noté que M. Vieira de Mello a souligné qu'il y avait eu des progrès à cet égard.

La situation des réfugiés représente également une préoccupation constante pour nous. Nous reconnaissons que plusieurs réfugiés continuent de vivre dans des conditions difficiles. Nous prenons note de l'engagement que le Gouvernement indonésien a pris de faire face à ce problème et à d'autres, et nous l'encourageons à continuer de prendre des mesures pour s'attaquer efficacement à la situation difficile qui règne dans les camps du Timor occidental. Nous notons que l'inscription des réfugiés aura lieu en mars, et nous espérons que cela contribuera à faire face à la situation. Le retour des réfugiés dans leurs foyers en toute sécurité favorisera la réconciliation et les efforts de reconstruction, en plus de leur réintégration dans la société du Timor oriental.

Ma délégation se doit de rendre hommage au travail accompli par des organismes comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), afin de contribuer au redressement et à la reconstruction au Timor oriental. Nous jugeons précieux le rôle de ces organismes au Timor oriental au cours de l'année écoulée, et nous souhaitons souligner que leur présence témoigne de l'importance d'une démarche globale et fondée sur la collaboration à l'égard du développement au Timor oriental. Nous notons leur collaboration avec l'ATNUTO afin de contribuer au renforcement des capacités locales et à la création d'emplois et, comme M. Malloch Brown l'a indiqué, à la mise en place d'un pont essentiel entre le travail d'urgence et les activités de développement à long terme.

Le travail du PNUD en matière de gouvernance, d'élimination de la pauvreté et de reconstruction a sans aucun doute contribué aux progrès réalisés au Timor oriental. Nous appuyons son travail dans ce pays, et nous nous intéressons tout particulièrement aux efforts

qu'il déploie sur le plan de la reconstruction, de la création d'emplois, de la formation professionnelle et de l'initiative commune pour l'évaluation de la pauvreté, menée en collaboration avec la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement. La présence du PNUD au Timor oriental montre bien l'importance de la souplesse du mandat du PNUD pour ce qui est des besoins particuliers des pays en développement à divers stades de leur développement.

Le rôle de la Banque mondiale au Timor oriental revêt aussi une importance fondamentale. Nous notons l'éventail de programmes exécutés sous les auspices de la Banque, lesquels se concentrent à court terme sur les éléments fondamentaux, par le biais d'une aide visant à préparer l'indépendance. Ma délégation trouve également important que l'on mette l'accent sur le renforcement des capacités locales et la prise en main du processus de développement à tous les niveaux, par l'entremise de la planification de projets et de vastes consultations conjointes avec la direction et la société civile du Timor oriental, en vue d'habiliter les institutions est-timoraises à acquiescer efficacement et de manière autonome leurs fonctions.

Nous souhaitons souligner l'importance de ces éléments particuliers au moment où la transition politique s'effectue, afin de générer le capital administratif, humain et social nécessaire pour gérer un État.

Les défis que représente la création d'une entité viable au sein de la communauté internationale sont importants, notamment à mesure que la transition vers l'indépendance progresse. Nous reconnaissons que tout cela est complexe, mais nous encourageons les acteurs concernés à poursuivre leurs efforts pour veiller à ce que le processus de transition se déroule aussi bien que possible. Une collaboration efficace entre l'ATNUTO, la Banque mondiale, le PNUD, le FMI, la société civile et le peuple du Timor oriental permettra de faire en sorte que le processus de consultation soit aussi large que possible et tienne compte des diverses perspectives.

Enfin, nous tenons à saluer le travail accompli par l'ATNUTO, et nous approuvons la prorogation de son mandat.

M. Valdivieso (Colombie) (*parle en espagnol*) : Avant tout, nous nous félicitons de la présentation de ce rapport, dans lequel sont mis en relief les diverses et nombreuses activités accomplies, en très peu de temps, par l'Administration transitoire des Nations Unies au

Timor oriental (ATNUTO). Il est incontestable que la situation au Timor oriental a évolué très rapidement après de nombreuses années de stagnation politique. Malheureusement, ces changements si rapides ont été accompagnés de quelques actes de violence regrettables qui auraient peut-être pu être évités si la transition avait été plus graduelle. Comme on l'a dit à plusieurs occasions dans cette salle, le travail confié à l'ATNUTO comportait de grandes responsabilités, et ma délégation s'associe sans réserve à tous ceux qui ont exprimé leur reconnaissance à M. Sergio Vieira de Mello et à son équipe pour l'énorme travail qu'ils ont accompli.

Nous sommes également reconnaissants aux représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international pour leurs déclarations fort intéressantes, ainsi qu'au Président de l'Assemblée générale, dont la présence dans cette salle, comme vous l'avez signalé, Monsieur le Président, peut être qualifiée d'historique. Nous remercions également M. José Ramos-Horta de la déclaration qu'il a faite ici aujourd'hui, de son témoignage émouvant et de sa foi en l'avenir du Timor oriental.

Il est évident que la situation au Timor oriental exige maintenant une action coordonnée et intégrée des divers organes du système chargé du développement économique et social, et nous espérons qu'elle nécessitera toujours moins d'attention de la part de ceux d'entre nous qui sont dans cette salle et dont la principale préoccupation est la paix et la sécurité internationales. À cet égard, nous soulignons le contraste entre la période difficile qu'a connue le Timor oriental et l'atmosphère positive qui règne à présent.

Compte tenu de ce qui précède, ma délégation estime que le Conseil de sécurité doit néanmoins prendre les mesures nécessaires pour permettre à l'ATNUTO de mener à bien son travail, sans avoir à agir à la hâte, ce qui pourrait menacer l'avenir de l'administration naissante au Timor oriental. En ce sens, nous souscrivons aux recommandations mentionnées dans le rapport du Secrétaire général, publié sous la cote S/2001/42.

Nous avons pris note des informations faisant état de l'existence d'un consensus de plus en plus grand de la population pour l'accession à l'indépendance avant la fin de 2001, après la tenue d'élections. À cet égard, nous devons tenir compte du fait que le Secrétaire gé-

néral mentionne que les délais sont courts et qu'une certaine souplesse sera nécessaire.

Nous nous félicitons de la mise en place du Conseil national ainsi que des efforts concertés pour accélérer le transfert de responsabilités aux Timorais. Les efforts de l'ATNUTO pour mettre en place des capacités d'autonomie permettant aux Timorais d'assumer toutes les responsabilités gouvernementales sont très importants et nous devons leur donner tout notre appui. En outre, nous devons saluer également les efforts destinés à instaurer un consensus sur la tenue d'une consultation nationale relative aux modalités électorales et à la composition d'une Assemblée constituante, qui élaborera la future constitution et deviendra la première législature de l'État indépendant. Nous estimons important de souligner que l'ATNUTO sera responsable de la conduite des élections.

Les incidents violents entre partisans de différents groupes politiques nous semblent très préoccupants. Ces faits doivent être suivis de près et il faut y réagir de façon résolue car ils sont de mauvais augure pour l'avenir démocratique du nouvel État. À cet égard, nous pensons que l'ATNUTO doit dès que possible élaborer des programmes d'éducation civique, évoqués dans le rapport, afin d'aider à empêcher de tels accès de violence.

La situation des réfugiés se trouvant encore au Timor occidental reste un motif de préoccupation et tout doit être fait pour régler rapidement ce problème, y compris en jugulant les milices. Nous saluons le fait que le procès des six personnes accusées des meurtres d'Atambua se soit ouvert le 11 janvier devant un tribunal de Jakarta. Comme l'a indiqué M. Ramos-Horta, il ne peut y avoir de paix durable sans justice, qui doit être rendue sans tenir compte de la richesse ou du pouvoir des auteurs. La réconciliation ne peut avoir lieu dans une atmosphère d'impunité. Nous estimons également que l'ATNUTO doit intensifier ses efforts pour instaurer une réconciliation entre les Timorais, y compris avec ceux qui continuent de prôner une autonomie.

Non moins important est le fait que les relations entre l'ATNUTO et le Gouvernement indonésien, en particulier les autorités du Timor occidental, doivent continuer de s'améliorer. Nous nous félicitons par ailleurs du nouvel esprit de coopération entre les dirigeants du Timor oriental et l'actuel Gouvernement indonésien.

Ma délégation est tout à fait d'accord avec les recommandations du Secrétaire général indiquant qu'une aide économique substantielle de la communauté internationale doit être maintenue. Nous devons faire en sorte que le processus ne conduise pas à la création d'un État dont l'avenir est menacé dès sa mise en place. Comme l'indique le rapport, la poursuite d'une assistance sera nécessaire jusqu'à ce que les forces de défense et de police soient consolidées et surtout que le système judiciaire fonctionne pleinement. Les Nations Unies et la communauté internationale devront continuer de fournir une assistance durant la période suivant l'indépendance.

M. Shen Guofang (Chine) (*parle en chinois*) : Je voudrais d'abord, au nom du Gouvernement chinois, présenter mes condoléances à nos voisins et amis, l'Inde et le Pakistan, suite au tragique séisme qui a frappé les deux pays.

Monsieur le Président, je voudrais vous remercier d'avoir convoqué l'importante réunion d'aujourd'hui. Je voudrais également saluer la présence au Conseil de sécurité de M. José Ramos-Horta, membre du Cabinet transitoire du Timor oriental, chargé des affaires étrangères, M. Sergio Vieira de Mello, Représentant spécial du Secrétaire général, M. Harri Holkeri, Président de l'Assemblée générale, et les représentants de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI) et du Programme des Nations Unies pour le développement, et les remercier de leurs exposés exhaustifs.

Les récents événements au Timor oriental sont encourageants. La résolution 1272 (1999) du Conseil de sécurité est mise en oeuvre sans heurt. L'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) a fait des progrès considérables dans tous les domaines, surtout en ce qui concerne la participation des Timorais de l'Est à l'administration. En dépit de certaines difficultés actuelles, nous sommes heureux de noter que, grâce à l'aide de la communauté internationale, les Timorais de l'Est se préparent à gérer leur propre pays. Cela résulte des efforts concertés de l'ATNUTO, des diverses institutions des Nations Unies et du peuple du Timor oriental, auquel nous exprimons notre sincère gratitude et admiration.

Dans ce contexte, je souhaite exprimer notre gratitude particulière à M. Vieira de Mello pour les efforts considérables qu'il a déployés. Sa sagesse et son talent ont permis la mise en oeuvre sans heurt de la résolution

1272 (1999) et contribué au grand succès des efforts de maintien de la paix des Nations Unies.

Aujourd'hui, la délégation chinoise aimerait insister sur plusieurs questions. La première concerne la transition en douceur vers l'indépendance. L'an 2000 a été important pour le Timor oriental dans la mesure où il est passé d'une ère de troubles à l'indépendance. Nous sommes très heureux de noter que, grâce à l'aide de l'ATNUTO, le cadre administratif a été mis en place et le Cabinet transitoire et le Conseil national ont commencé à prendre forme. La « timorisation » de divers départements administratifs se fait assez rapidement. Les préparatifs en vue de la mise en place de départements de la défense et des affaires étrangères ont déjà commencé et ces faits sont très encourageants. Mais il subsiste des difficultés en ce qui concerne la reconstruction et les domaines judiciaire et administratif, qui nécessiteront l'appui continu de la communauté internationale. Après l'agitation qu'ils ont connue, les Timorais de l'Est cherchent à réaliser leur pleine indépendance à la fin de l'année. Nous comprenons parfaitement le souhait ardent de ce peuple d'être maître de sa nation et nous espérons que son aspiration se concrétisera rapidement.

Les Nations Unies et la communauté internationale dans son ensemble doivent faire en sorte que le processus conduisant à l'indépendance progresse régulièrement et sans heurt. À cette fin, les Nations Unies doivent tenir des consultations avec les Timorais de l'Est en vue de les préparer à l'indépendance et de procéder au transfert progressif du pouvoir aux Timorais de l'Est. Les diverses parties au Timor oriental doivent renforcer leurs efforts pour assurer l'unité et la coopération afin d'établir un fondement solide pour ce peuple, lui permettant de gérer son pays à l'avenir. La communauté internationale doit fournir une aide financière et technique majeure afin de permettre aux Timorais de l'Est de gérer leur pays comme ils l'entendent.

Deuxièmement, les efforts doivent être intensifiés pour développer l'économie. Le Timor oriental reste confronté à de graves difficultés économiques. Le revenu quotidien par habitant pour ce peuple n'atteint pas un dollar et le taux de chômage est de 60 pour cent. Une situation économique si difficile aura un effet direct sur la stabilité et la transition en douceur vers l'indépendance. Nous pensons que, tout en aidant à établir le système administratif et juridique, l'ATNUTO devrait travailler avec la Banque mondiale, le FMI et d'autres institutions des Nations Unies pour accélérer

les efforts de reconstruction économique au Timor oriental. Nous espérons que les fonds annoncés par la communauté internationale seront disponibles dès que possible pour permettre la mise en oeuvre par l'ATNUTO des mesures de relance de l'économie.

Troisièmement, la tâche la plus urgente est d'instaurer la réconciliation nationale et de renforcer l'unité nationale. Le problème des réfugiés se trouvant encore au Timor occidental y constitue la principale menace au processus d'indépendance et à la stabilité, et est le principal obstacle sur la voie de relations meilleures entre le Timor oriental et l'Indonésie. Nous sommes heureux de noter l'accroissement des échanges de haut niveau et de visites ainsi que le renforcement du dialogue entre le Timor oriental et l'Indonésie. L'amélioration de leurs relations bilatérales facilitera la stabilité au Timor oriental, en Indonésie et dans toute la région Asie-Pacifique.

Le problème des réfugiés ne peut être résolu sans la compréhension et la coopération de l'Indonésie. Le Gouvernement indonésien a pris des mesures concrètes pour mettre en oeuvre la résolution 1319 (2000) et a fait des progrès, prouvant ainsi sa sincérité et sa détermination pour régler ce problème, ce que la communauté internationale doit appuyer et encourager afin de renforcer la capacité du Gouvernement indonésien à cet effet. Sans l'aide internationale, l'Indonésie ne peut pas régler le problème des réfugiés à elle seule. La communauté internationale doit donc faire preuve de responsabilité collective en fournissant une assistance dans la recherche d'une solution globale, réaliste, juste et durable aux problèmes des réfugiés.

Quatrièmement, il est encore nécessaire de maintenir la présence des Nations Unies au Timor oriental après l'accession de ce territoire à l'indépendance. L'ATNUTO a fait d'importants progrès en matière de préparation du Timor oriental à l'indépendance. Nous appuyons la recommandation du Secrétaire général pour la prorogation du mandat de l'ATNUTO. Même après l'accession à l'indépendance du Timor oriental, les Nations Unies devraient continuer, en fonction des conditions actuelles sur le terrain, de fournir l'appui et l'assistance nécessaires. La proposition de la mission du Conseil de sécurité, faite après sa visite dans la région, de maintenir la présence des Nations Unies au Timor oriental, a bénéficié d'un soutien généralisé. Nous espérons que l'ATNUTO et le Secrétariat vont continuer d'examiner la situation en profondeur, d'entendre et de respecter sincèrement les points de

vue du Timor oriental et de faire des recommandations concrètes pour maintenir la présence des Nations Unies, y compris celle des éléments militaires et de police civile, que les diverses parties pourront étudier et auxquelles elles pourront se préparer.

Pour terminer, en tant que proche voisin du Timor oriental, j'aimerais souligner que la Chine est prête à continuer de lui fournir, par le biais de voies bilatérales et multilatérales, une assistance visant à assurer l'indépendance, l'autonomie et la reconstruction. La Chine est prête à mettre en place des relations bilatérales avec le Timor oriental sur la base d'une égalité et d'un intérêt mutuel afin de contribuer à la paix, à la stabilité et à la prospérité de la région.

M. Granovsky (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Au nom de mon gouvernement, j'offre mes condoléances aux gouvernements et aux peuples amis de l'Inde et du Pakistan, pour la tragédie qui les a frappés.

Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Sergio Vieira de Mello; le Président de l'Assemblée générale, M. Harri Holkeri; le membre du Cabinet de transition du Timor oriental, M. José Ramos-Horta; ainsi que les autres personnes invitées à participer à la réunion d'aujourd'hui, pour leurs excellentes interventions qui comprennent une analyse détaillée de l'évolution positive de la situation au Timor oriental.

Nous pensons que nous avons tout lieu de considérer que les résultats des travaux de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) dans les différents domaines sont impressionnants. L'ATNUTO s'occupe des questions les plus diverses, allant de l'état des infrastructures jusqu'au développement des processus politiques. À cet égard, il serait absurde, à notre avis, d'établir un ordre d'importance dans toutes ces activités. Par ailleurs, nous sommes convaincus que la priorité absolue revient aux efforts de l'ATNUTO en ce qui concerne la timorisation des pouvoirs et la contribution à la réconciliation nationale entre les habitants de cette partie de l'île. Ces deux volets ont une importance cruciale pour l'avenir du territoire car ils préparent le Timor oriental à l'autonomie et jettent les bases du climat dans lequel la société du Timor oriental aura à vivre.

Dans le rapport du Secrétaire général, il est souligné à juste titre que l'ATNUTO applique des démarches novatrices pour régler les questions qui se posent

au Timor oriental. Nous estimons devoir rendre hommage au personnel de l'Administration transitoire, et avant tout, à son chef, le Représentant spécial Sergio Vieira de Mello, pour ses efforts visant à trouver des solutions créatrices et son aptitude à adopter une démarche novatrice.

Bien sûr, le problème des réfugiés et de leurs camps au Timor occidental est encore assez aigu et nous espérons que les autorités indonésiennes prendront toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme au plus vite aux activités des unités des milices intégrationnistes. Il convient en même temps de se féliciter de la bonne coopération entre le Gouvernement de l'Indonésie et l'ATNUTO.

Il ressort du rapport du Secrétaire général que le Timor oriental avance fermement vers l'indépendance. Cela répond aux aspirations du peuple du Timor oriental. Nous appuyons donc la recommandation du Secrétaire général concernant la prorogation du mandat de l'ATNUTO jusqu'au 31 décembre 2001 afin que l'Administration transitoire puisse contribuer positivement à atteindre cet objectif valable.

M. Cooney (Irlande) (*parle en anglais*) : Je voudrais comme d'autres délégations exprimer nos condoléances aux peuples et aux Gouvernements de l'Inde et du Pakistan à la suite des souffrances causées par le récent séisme.

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué ce débat public aujourd'hui. Le représentant de la Suède fera prochainement une déclaration au nom de l'Union européenne, à laquelle l'Irlande s'associe pleinement. Toutefois, je voudrais saisir cette occasion pour mettre en relief un certain nombre de questions auxquelles l'Irlande, en tant que nouveau membre du Conseil de sécurité, et fournisseur de contingents de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) et en tant que pays qui depuis longtemps se montre préoccupé par les souffrances du peuple du Timor oriental, est particulièrement attachée.

Nous avons entendu aujourd'hui un certain nombre d'orateurs. Je ne les citerai pas tous, mais je suis sûr que personne ne m'en voudra de rendre un hommage particulier à M. Sergio Vieira de Mello, à la fois pour ses qualités personnelles et en tant que représentant de tous les hommes et femmes de l'ATNUTO qui oeuvrent en notre nom au Timor oriental. Je ne peux pas non plus omettre la contribution émouvante de M. Ramos-Horta. Les qualités de direction et de géné-

rosité qui transparaissent dans ses propos concernant l'Indonésie fixant une norme qui pourrait être appliquée dans d'autres situations après les conflits.

L'Irlande a lu le rapport le plus récent du Secrétaire général et reconnaît avec d'autres délégations que le Représentant spécial et l'ATNUTO ont fait considérablement progressé la situation à ce jour et qu'ils doivent continuer leur excellent travail. Nous appuyons pleinement les recommandations du Secrétaire général et soutenons la prorogation du mandat de la mission actuelle jusqu'à la fin de cette année.

Alors que le Timor oriental avance sur la voie de l'accession à l'indépendance et à sa reconnaissance en tant qu'État souverain par la communauté internationale, il est clair que l'exercice de la timorisation est essentiel pour atteindre les objectifs d'édification de la paix. Lorsque l'ATNUTO a été établie en octobre 1999, il n'y avait aucune tradition d'activités politiques ouvertes et démocratiques au Timor oriental. En peu de temps, des progrès importants ont été réalisés vers l'indépendance. Une structure politique apparaît maintenant avec la création de mécanismes consultatifs, tels l'Administration transitoire du Timor oriental et le Conseil national timorais. Le programme de l'ATNUTO visant à promouvoir l'éducation civique, le développement constitutionnel, l'état de droit et l'éducation politique, et la préparation des habitants du Timor oriental à des élections démocratiques, a édifié des bases solides. Vu cette évolution et l'intensification de ce travail, ma délégation attend avec intérêt la participation des Timorais de l'Est cet été à des élections réellement démocratiques qui à leur tour serviront de base solide pour l'avenir.

L'Irlande se félicite du développement du système judiciaire au Timor oriental et encourage les États Membres à soutenir la demande renouvelée de M. Vieira de Mello concernant du personnel supplémentaire pour l'enquête et la poursuite des crimes graves. Nous nous réjouissons également des mesures positives prises par l'Indonésie afin de traduire devant leurs tribunaux les membres des milices accusées de crimes contre les réfugiés et le personnel des organisations internationales. Nous appuyons ces tentatives, parmi d'autres, qui visent à rétablir la confiance chez tous les Timorais de l'Est.

Malgré ces faits très positifs, l'Irlande demeure préoccupée par la situation en matière de sécurité surtout en ce qui concerne le sort des réfugiés de la ré-

gion. À cet égard, nous condamnons fermement la poursuite des activités des milices irrédentistes du Timor occidental et leur demandons de cesser leurs attaques conformément à la résolution 1319 (2000). Nous nous félicitons des efforts de l'ATNUTO, des forces armées indonésiennes et de l'Équipe spéciale pour les réfugiés du Gouvernement indonésien visant à organiser des visites exploratoires par les dirigeants des milices au Timor oriental en 2001.

Nous demandons aux autorités indonésiennes d'intensifier leurs efforts pour éliminer les actions des milices, lesquelles ne font qu'entacher la réputation internationale et la position de leur pays. Nous espérons que la situation en matière de sécurité s'améliorera prochainement, surtout dans les districts occidentaux. Tout en permettant aux réfugiés de rentrer chez eux en sécurité, il est essentiel que la situation en matière de sécurité permette les efforts humanitaires reprennent et que les élections puissent être préparées et exécutées calmement et sans risque.

Nous soulignons que l'ATNUTO doit procéder à une évaluation objective périodique et constante de la situation en matière de sécurité et que toute révision des composantes militaires et sécuritaires de la mission ne devrait être faite qu'à la lumière de progrès réels accomplis sur la voie d'une transition durable. Les efforts importants de la communauté internationale, notamment de l'Union européenne, ne devraient pas être mis en péril par une réduction prématurée des contingents.

L'Irlande reconnaît pleinement le désir du peuple du Timor oriental d'accéder rapidement et pleinement à l'indépendance. Nous pensons qu'une présence internationale, y compris des composantes militaire, humanitaire et technique, devra être maintenue après l'indépendance. Nous pensons qu'une présence de cette nature devra être mandatée par l'ONU et comprendre une représentation aussi large que possible des pays. Il est important d'inclure des plans soigneusement préparés afin d'effectuer une passation progressive des pouvoirs militaires et policiers aux autorités timoraises de l'Est, tout en gardant à l'esprit la nécessité de constamment évaluer les progrès au sein de la Force de défense du Timor oriental et de la police civile locale. Nous convenons du fait que la passation des pouvoirs doit se faire, autant que possible, sans heurts et qu'une stratégie précise de retrait devrait être élaborée à l'avance.

Au niveau national, outre la contribution de contingents à l'ATNUTO et les contributions financières à l'ONU et aux projets de la Banque mondiale, l'Irlande a un important programme bilatéral d'assistance avec le Timor oriental. À cet égard, nous avons récemment ouvert un bureau à Dili, lequel élabore des plans d'assistance incluant la période après l'indépendance. L'Irlande s'engage à consacrer l'équivalent de 10 millions de dollars dans les domaines cruciaux de l'éducation, de l'agriculture ainsi que de la mise en place de l'appareil judiciaire.

L'Irlande s'engage à continuer à appuyer le Timor oriental durant la période de transition menant à l'indépendance et, surtout, après l'indépendance.

M. Touré (Mali) : À l'instar des délégations qui m'ont précédé, je voudrais présenter les condoléances les plus attristées du Mali à l'Inde et au Pakistan à la suite du séisme qui a touché ces deux pays.

Je voudrais ensuite remercier le Secrétaire général pour son rapport en date du 16 janvier 2001, et souhaiter la bienvenue à M. Sergio Vieira de Mello, Représentant spécial du Secrétaire général et Administrateur du Timor oriental et le féliciter pour son intervention très instructive. Mes remerciements vont également à M. Mark Malloch Brown, Administrateur du PNUD, M. Klaus Rohland, Directeur résident du Groupe de la Banque mondiale au Timor oriental, M. Harri Holkeri, Président de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, et M. José Ramos-Horta, Responsable des affaires étrangères dans le Cabinet de transition du Timor oriental, et M. Luis Valdivieso, Conseiller au Fonds monétaire international pour leurs interventions.

L'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) est la première opération de gouvernance de l'histoire de l'ONU dont l'objectif majeur est de remettre aux Timorais les fondations d'un État démocratique viable et des outils indispensables à son fonctionnement, dans un délai raisonnable. Je voudrais ici réaffirmer l'appui de ma délégation à l'ATNUTO pour les efforts remarquables consentis dans le cadre de la remise sur pied, aux plans politique, administratif et économique du Timor oriental.

Comme l'a souligné le Secrétaire général dans son rapport, au plan politique, l'un des éléments les plus importants de ces six derniers mois tient à ce que les Timorais sont de plus en plus nombreux à vouloir l'accession à l'indépendance de leur pays avant la fin

de 2001. Cette volonté du peuple timorais est conforme au but clairement affiché par la communauté internationale dans la résolution 1272 (1999) qui est de conduire le Timor oriental à l'indépendance dans un délai de deux à trois ans. C'est pourquoi, ma délégation, tout en appuyant les actions menées dans le cadre de la transition politique par l'ATNUTO et le Conseil national, les invite à respecter le calendrier politique proposé qui, à terme, conduirait à la mise en place d'institutions républicaines. Nous ne doutons pas que l'ATNUTO saura relever le défi qui est d'organiser des élections transparentes, honnêtes, libres et démocratiques.

Au plan sécuritaire, les infiltrations de groupes de miliciens venus du Timor occidental bien qu'elles aient diminué constituent une source de préoccupation majeure pour ma délégation. Nous pensons que le démantèlement de ces milices par les autorités indonésiennes assurera, certainement la sécurité et la sûreté des réfugiés dans les camps du Timor occidental et du personnel international.

À cet égard, nous nous félicitons de la décision prise par les responsables de l'administration indonésienne de Timor Ouest et des chefs locaux de favoriser un rapatriement rapide des réfugiés timorais de l'Est installés dans les camps du Timor occidental. Au plan humanitaire, ma délégation est d'avis qu'il faudrait tout mettre en oeuvre pour que les organismes humanitaires internationaux puissent rejoindre le Timor occidental pour apporter le secours nécessaire aux milliers de réfugiés pris dans les dédales d'une situation sur laquelle ils n'ont aucune emprise. Pour ce faire, les conditions de sécurité doivent être améliorées et renforcées à travers une coopération bilatérale solide tissée entre l'ATNUTO et le Gouvernement indonésien. Il est impératif que la communauté internationale mette tout en oeuvre pour que des ressources appropriées soient mises à la disposition des organismes humanitaires pour le bien des réfugiés.

Au plan judiciaire, il importe de combler les lacunes de la justice au Timor oriental. Nous estimons que la question de la justice et la réconciliation nationale sera déterminante pour l'avenir d'un Timor oriental indépendant. La justice doit servir de fondation pour la réconciliation nationale. Sans justice, il n'y a pas de réconciliation. Aussi, la mobilisation de moyens subséquents par la communauté internationale permettra à la justice de s'acquitter convenablement de la mission qui lui est assignée.

Comme spécifié dans le rapport du Secrétaire général aux paragraphes 50 et 51, ma délégation appuie l'idée d'une forte présence internationale au Timor oriental après l'accession à l'indépendance de ce pays, notamment pour y fournir une assistance financière, technique et en matière de sécurité.

Je voudrais pour terminer, rendre une fois de plus un vibrant hommage à l'ATNUTO pour les actes positifs posés au Timor oriental. Il est crucial de maintenir l'élan de l'appui international à la transition à l'indépendance du Timor oriental. Ceci est fondamental dans la réussite des efforts des Nations Unies au Timor oriental. C'est pourquoi ma délégation est favorable à la prorogation du mandat de l'ATNUTO pour 12 mois, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2001.

Mme Soderberg (États-Unis) (parle en anglais) :
Je voudrais d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette réunion et je remercie M. Sergio Vieira de Mello de s'être déplacé jusqu'ici. C'est un long voyage et il me semble que cela témoigne de sa détermination de travailler étroitement avec le Conseil. Sa capacité de rester assis aussi calmement tout au long de la journée témoigne également de son endurance. Nous lui en sommes reconnaissants et nous pensons que ce dialogue est particulièrement utile. Comme pour M. Horta, c'est pour moi un plaisir de vous accueillir dans cette salle. Vous êtes bien connu de nous tous et j'espère que cela ne changera jamais.

Cette réunion, avec son grand nombre de participants, inhabituel pour une réunion de ce genre, et les réunions que nous avons eues avec les pays fournisseurs de contingents – lesquelles ont donné lieu, grâce à notre président, aux discussions les plus intéressantes et honnêtes que nous ayons jamais connues – soulignent la détermination de l'ONU en tant que famille d'appuyer les Timorais de l'Est au moment où ils s'approchent de l'indépendance et d'un environnement politique stable.

La participation du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), des institutions financières internationales et en particulier l'Assemblée générale, avec la visite effectuée dans la région par le Président de l'Assemblée générale, est, je pense, un signe encourageant, c'est-à-dire que nous avons tous compris que nous devons travailler ensemble pour l'avenir du Timor oriental. Je pense que tant M. Vieira de Mello que M. Ramos-Horta peuvent garantir au peuple est-timorais que la communauté internationale

ne se détournera pas du Timor oriental à la fin du mandat de l'ATNUTO, quand il se terminera à la fin de l'année. Je pense que l'un des problèmes les plus difficiles sera de faire en sorte que la communauté internationale continue de s'occuper du Timor oriental. En effet, une fois que la crise semble passée, celle-ci tend à porter son attention ailleurs et je pense que tous ceux qui ont pris la parole aujourd'hui tiennent à ce que cela ne se produise pas. J'espère que ce message sera transmis avec force au peuple est-timorais.

Il est évident que tout plan élaboré devra l'être en étroite consultation avec le peuple du Timor oriental, le premier gouvernement élu et l'ONU. Nous prenons certainement note de la recommandation du Secrétaire général concernant l'envoi d'une mission intégrée dirigée par un représentant spécial, mandatée par le Conseil et financée au moyen de contributions mises en recouvrement. Nous devons en discuter plus en détail au cours du prochain mois. J'espère que vous resterez intéressé par cette question. Sur ce point, aucune décision n'a encore été prise.

Les États-Unis, pour leur part, ont des contingents là-bas. Nous participons aux efforts déployés par l'ATNUTO et le peuple est-timorais et continuons de les appuyer fermement. Au moment où vous traversez une passionnante période de transition, je pense que vous suivez un calendrier ambitieux que vous avez ensemble fixé et auquel les États-Unis continueront d'attacher une attention certaine. Participer véritablement à la création d'une nation et en être les témoins est un rare privilège pour nous tous. Je pense que nous y travaillerons côte à côte avec vous. J'ai trouvé fascinante la visite que nous avons effectuée, dans le cadre de la deuxième mission du Conseil de sécurité – assister à la reconstruction totale du pays. J'espère réellement que le Conseil et les différentes institutions de l'ONU poursuivront leurs efforts.

Je pense que nous aurons besoin de points de repère. Permettez-moi de vous les énoncer pour nous aider dans notre examen et discussion au cours de l'année prochaine. Il y en a quatre principaux et je pense que tous deux vous les connaissez bien.

Le premier est le progrès qui a été accompli pour que les Timorais de l'Est participent au gouvernement de transition. Il est toujours essentiel d'être prudent quand un nouveau mot est inventé, mais le processus de timorisation, je pense, est bien parti, et le Conseil appuie activement le transfert des pouvoirs par

M. Vieira de Mello dans les mains d'un gouvernement est-timorais, ainsi que la participation du peuple est-timorais dans cet effort très difficile. Je ne pense pas que l'on attache une attention suffisante à ce qui a été fait jusque-là à cet égard et à l'importance que cela revêt.

Le deuxième est la tenue d'élections justes et libres, qui seront ouvertes à une large gamme de partis et de candidats au moment où le Timor oriental opère avec succès la transition vers l'indépendance. Je suppose qu'une large participation de la communauté internationale sera nécessaire à cet égard. Nous voudrions jouer un rôle dans ce processus pour que le résultat jouisse du plus grand soutien populaire.

Le troisième point concerne la menace constante des incursions des milices et l'instabilité qu'elles pourraient créer à l'intérieur du pays actuellement et dans un avenir prévisible, mais particulièrement au cours de la période menant aux élections. Pour cette raison, nous appuierions la décision de conserver le même nombre d'effectifs pour l'ATNUTO, ainsi que son mandat, qui, nous souhaiterions le rappeler à tous, relève du Chapitre VII de la Charte. Je félicite M. Vieira de Mello et les dirigeants de l'ONU de leur interprétation des compétences qui leur sont conférés. Le recours à la force par l'ATNUTO en cas de légitime défense, a, je pense, sauvé un nombre important de vies et a demandé beaucoup de courage. J'espère que cela sera la norme pour toutes les opérations de maintien de la paix futures – à savoir qu'elles ne toléreront aucune menace à la sécurité du personnel. Je pense que des vies ont été sauvées grâce à l'attitude ferme que nous avons adoptée et que nous appuyons fermement.

Enfin, les efforts coordonnés de mise en oeuvre des programmes bilatéraux et d'aide à la formation d'une force de défense est-timoraise seront les éléments clefs qui favoriseront la stabilité après le départ de l'ONU et au cours du processus de construction du pays indépendant. Je pense que nous avons tous été touchés par vos commentaires sur la façon dont nous devons faire avancer ces efforts, et je pense que la communauté internationale se réjouit de travailler avec vous.

Permettez-moi d'ajouter quelques points importants. José Ramos-Horta a fait une recommandation intéressante sur la refonte de la police civile en contingents nationaux, selon le modèle des forces de maintien de la paix. Dans la mesure où les officiers de police

civile sont actuellement assignés aux contingents multinationaux, la conversion des forces de police en des contingents nationaux est une idée qui mérite d'être étudiée plus avant. Mais elle pourrait certes contribuer à améliorer l'efficacité de la police et tout commentaire que vous auriez, l'un ou l'autre, à faire serait utile.

L'un des points majeurs sur lequel la mission du Conseil de sécurité, auquel j'ai participé, a insisté à son retour était certainement la nécessité d'avoir un système judiciaire indépendant et objectif et son lien avec la question de la réconciliation, dans la mesure où la justice et la réconciliation sont interdépendantes.

Nous apprécierions toute information sur ce qui sera fait en ce qui concerne les enquêtes sur les crimes graves et les poursuites judiciaires après l'indépendance. Je pense que c'est quelque chose que nous devrions commencer à préparer. Y-a-t-il autre chose que nous devrions préparer pour cette question? La mise en place de l'État de droit est en effet un élément clef de la transition vers la démocratie. C'est donc le message que nous envoyons : tant que le processus est équitable, les possibilités de parvenir à une réconciliation augmentent.

Je pense qu'il est également vital de souligner l'importance de la coopération avec le Gouvernement indonésien sur ce point, et la délégation américaine, au cours des derniers mois, a fortement encouragé le Gouvernement indonésien à renforcer sa coopération avec l'ATNUTO dans ce domaine et à procéder à l'instruction de certaines des affaires judiciaires qui ont reçu une grande publicité. Il est utile de noter que des procès importants sont actuellement en cours en Indonésie, en particulier celui d'Eurico Gutierrez. La communauté internationale le suivra de très près tout comme elle suivra le procès des responsables de la mort des six employés du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), un problème que cet organe a déjà traité dans le passé. Je pense qu'il s'agit d'un pas important en avant et j'espère qu'il contribuera à faire avancer le processus de réconciliation dans son ensemble.

En ce qui concerne l'engagement pris par la communauté internationale, je pense que la présence ici des institutions financières souligne la nécessité pour ces organismes de continuer à élaborer un plan de développement pour la société est-timoraise. Comme nos collègues français l'ont dit, encourager les institutions financières, les fonds de l'ONU et les pays inté-

ressés à multiplier leurs activités là-bas sera l'élément clef pour garantir que les ressources nécessaires pour aider les Timorais de l'Est à créer la société dont ils ont besoin seront disponibles. Nous apprécierions tout commentaire sur les efforts que nous pourrions encore déployer à cet égard en tirant avantage des compétences des différentes entités qui participent au renforcement des capacités, au développement, à la construction de la nation – tout effort supplémentaire que nous pourrions faire sera le facteur clef qui permettra à la communauté internationale d'assumer ses responsabilités.

Lorsque nous étions à Dili l'automne dernier, M. Vieira de Mello a été clair sur le point qu'il fallait faire preuve de plus de souplesse dans la manière dont les fonds mis en recouvrement sont utilisés. Je pense que les observations faites par le Président de l'Assemblée générale, M. Holkeri, recommandant que le Conseil, l'Assemblée générale et les autres organes de l'ONU trouvent les moyens de faire davantage preuve de souplesse sont dues à M. Vieira de Mello, et nous devons nous efforcer de travailler avec lui pour obtenir la souplesse qui nous est nécessaire.

Pour terminer, je pense qu'il est important de regarder en arrière et de voir ce qui a été fait jusque-là au Timor oriental. Il y a un an, il y avait une véritable crise humanitaire au Timor oriental. Cette crise humanitaire a assumé un caractère plus politique en se transformant en une entreprise consistant à construire une institution et un gouvernement. Je pense que c'est largement grâce à l'ONU, à la communauté internationale et, cela va sans dire, au peuple est-timorais, que cela a été possible.

Si l'on prend du recul pour observer l'an passé, il y a eu des progrès stupéfiants. J'ai eu la chance de pouvoir le constater sur place mais je pense qu'il est important que la communauté internationale sache ce qui se passe là-bas. La direction de M. Vieira de Mello, a été essentielle pour démontrer ce que l'ONU peut faire et comment il faut le faire. Il mérite d'être félicité car il le fait bien.

Des problèmes subsistent comme celui des réfugiés au Timor occidental. Je sais que cela ne relève pas directement de lui mais lorsque nous y étions, nous avons parlé de la nécessité d'affréter un navire pour transférer les réfugiés. Je sais que des réunions ont eu lieu avec certains signataires de la lettre adressée au Président du Conseil de sécurité. M. Vieira de Mello a-

t-il davantage d'informations à ce sujet ou y a-t-il autre chose que nous puissions faire pour essayer de ramener les réfugiés?

Je dirai, pour terminer, qu'à mon avis, cette nouvelle année sera très intéressante. Même s'il est difficile de revenir ici à New York, j'espère qu'ils viendront tous les deux nous voir régulièrement et je les félicite de leurs efforts inlassables.

M. Brattskar (Norvège) (*parle en anglais*) : La Norvège se félicite du rapport du Secrétaire général sur l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental contenu dans le document publié sous la cote S/2001/42 et elle souscrit à la proposition du Secrétaire général concernant la prorogation du mandat de l'ATNUTO. La Norvège souhaite rendre hommage aux hommes et aux femmes de l'ATNUTO, et en particulier au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Sergio Vieira de Mello, qui a entrepris une tâche ardue et qui s'en acquitte d'une manière qui promet une transition harmonieuse vers un Timor oriental indépendant.

Il semble qu'il y ait un appui croissant, parmi la population est-timoraise, à l'indépendance d'ici la fin de cette année. Il est donc important que nous, les États Membres, soutenions le travail de l'ATNUTO afin que l'Administration transitoire puisse s'acquitter de son mandat dès que possible.

La Norvège suit avec grand intérêt l'évolution de la situation politique au Timor oriental et compte que des élections pourront se tenir cet été sous la supervision de l'ATNUTO. Nous soulignons qu'il importe qu'elles se déroulent honnêtement. Il faut que les citoyens est-timorais qui vivent en Indonésie, et en particulier ceux qui se trouvent dans des camps de réfugiés au Timor occidental, aient la possibilité de voter.

L'un des problèmes majeurs à ce stade et dans le processus menant à l'indépendance est d'assurer la participation des Timorais de l'Est eux-mêmes à l'édification de leur future nation. À cet égard, la Norvège se félicite de la mise en place de l'Administration transitoire est-timoraise et de la conversion du Conseil consultatif national en un Conseil national plus large et plus représentatif.

La Norvège estime qu'une présence de l'ONU après l'indépendance sera nécessaire. Elle doit être fondée sur le plein respect de la souveraineté du Timor oriental et s'effectuer en pleine coopération avec le

nouveau gouvernement. Une fois indépendant, le Timor oriental aura besoin d'une assistance internationale importante en termes d'aide financière mais également pour assurer une présence prolongée de l'ONU. La Norvège se félicite des suggestions faites par le Secrétaire général dans son rapport, qui prévoit l'envoi d'une mission intégrée dirigée par un de ses représentants spéciaux et mandatée par le Conseil de sécurité.

Nous estimons qu'il est particulièrement important que la composante militaire de l'ONU et la police civile puissent toutes deux s'acquitter de leurs responsabilités de manière efficace et conformément aux normes internationales.

La Norvège reconnaît que tous les États souverains ont des besoins légitimes de défense et de sécurité. C'est pourquoi nous souscrivons à la décision de mettre en place une Force de défense est-timoraise. Pour assurer la sécurité de la population est-timoraise, il devra également y avoir une présence militaire de l'ONU après l'indépendance jusqu'à ce que la Force de défense est-timoraise soit définitivement en place.

Il est important qu'une police civile nationale soit également mise en place. Son rôle devra être distinct du mandat et du rôle de la force de défense. La police civile internationale devra être présente après l'indépendance jusqu'à ce que tous les membres de la police nationale aient été recrutés et formés et elle devra assister celle-ci sous les auspices des autorités est-timoraises.

La Norvège voudrait saisir cette occasion pour souligner qu'il importe d'avoir une perspective de développement à long terme dans notre politique commune au Timor oriental. Nous devons veiller à ce que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale, entre autres, reçoivent assez de ressources et qu'elles aient la possibilité de participer au processus de reconstruction de façon coordonnée.

La Norvège souligne qu'il importe d'adopter une démarche intégrée pour la planification politique et le développement au Timor oriental. Les organes de développement devront coopérer étroitement avec l'ATNUTO dans les mois à venir et il faudra qu'ils reçoivent un rôle central dans la présence des Nations Unies après l'indépendance. L'édification de capacités devra être un aspect important dans la planification pour l'indépendance. La présence et la participation à la présente séance du PNUD, de la Banque mondiale et

du Fonds monétaire international sont donc tout à fait bienvenues. Il a également été très utile que le Conseil ait pu entendre le point de vue de M. Harri Holkeri, Président de l'Assemblée générale.

Je voudrais saisir cette occasion pour donner au peuple est-timorais et au Conseil de sécurité l'assurance que la Norvège a une vision à long terme de son engagement au Timor oriental, du point de vue tant politique que financier. Je suis particulièrement heureux de rappeler ceci en la présence de M. José Ramos-Horta qui se trouve ici parmi nous en tant que membre du Cabinet de l'Administration transitoire du Timor oriental. La Norvège a déjà fourni une aide importante au Timor oriental et elle entend la poursuivre, en tenant dûment compte de ce que ce pays ne doit pas trop dépendre de l'assistance au développement. Notre Ministre du développement international, Mme Anne Sydnes, doit se rendre au Timor oriental le mois prochain pour en évaluer les besoins futurs d'assistance norvégienne à son développement.

La Norvège continue d'être vivement préoccupée par l'insécurité qui règne sur la frontière indonésienne, et notamment dans les camps de réfugiés au Timor occidental. Nous adjurons le Gouvernement indonésien de prendre les mesures nécessaires pour appliquer la résolution 1319 (2000) du Conseil de sécurité.

La Norvège souligne que l'engagement de poursuites pénales contre les personnes coupables de crimes graves est un préalable important pour l'instauration d'une paix et d'une réconciliation durables. À cet égard, nous sommes heureux d'apprendre que les enquêtes de l'instruction ont débouché sur des inculpations.

M. Krokhmal (Ukraine) (*parle en russe*) : Permettez-moi tout d'abord d'adresser les condoléances de mon pays aux Gouvernements et aux peuples de l'Inde et du Pakistan à la suite du tragique séisme qui les a frappés.

Je voudrais m'associer aux orateurs qui m'ont précédé pour remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Sergio Vieira de Mello, de son exposé très complet dans lequel il a recensé les tâches à long terme que l'Administration transitoire devra accomplir pour résoudre le problème de la transition du Timor oriental vers l'indépendance. Nous remercions le Président de l'Assemblée générale, M. Harri Holkeri, de l'importante déclaration qu'il a faite aujourd'hui au Conseil. Nous sommes également satisfaits de voir que

des représentants des institutions financières et des organismes de développement sont ici aujourd'hui. Les informations qu'ils nous ont données sont extrêmement intéressantes et utiles. Nous pensons que la présence d'un membre de l'Administration transitoire, M. José Ramos-Horta, à cette séance du Conseil de sécurité, revêt une grande importance.

Vu la liste impressionnante d'orateurs et compte tenu du fait que nombre de questions importantes ont été longuement développées dans les déclarations précédentes, j'évoquerai seulement quelques points importants. Nous souscrivons entièrement à l'idée qu'il faut se concentrer sur une transition en douceur vers un gouvernement légitime au Timor oriental et sur une administration efficace dans le contexte de l'indépendance. À cet égard, nous appuyons les mesures prises en vue de renforcer le potentiel de secteurs vitaux pour le Timor oriental dans certains domaines recensés aujourd'hui par M. Vieira de Mello et M. Brown du Programme des Nations Unies pour le développement.

Une contribution importante au renforcement des capacités administratives a été la création du Cabinet transitoire du Conseil national. D'autre part, force est de reconnaître que beaucoup de temps et d'efforts seront nécessaires pour mettre en place une structure administrative complète.

Sans aucun doute, la mise en oeuvre des mesures qui figurent au calendrier politique convenu pour le Timor oriental, sera un événement politique clef sur le chemin de l'indépendance. Il faut garantir la tenue d'élections législatives générales, démocratiques et transparentes. Cela donnera un coup de fouet à l'organisation politique de la société est-timoraise et sera une étape finale dans le processus de réconciliation nationale.

Nous estimons qu'une mesure indispensable vers l'indépendance et un important aspect de la transition vers l'autonomie est la création d'une force de défense est-timoraise, d'une police locale et d'un système judiciaire efficace. Si ces tâches ne sont pas menées à bien, tous les autres efforts pour avancer vers l'indépendance est-timoraise pourraient être menacés. De nombreuses délégations ont déjà souligné que le développement de relations de bon voisinage et de coopération avec l'Indonésie est d'une grande importance pour le territoire, tout comme l'est l'appui pour assurer la stabilité sur les frontières communes et dans les camps de réfu-

giés. Nous avons été très heureux de voir cette opinion confirmée par la déclaration de M. José Ramos-Horta.

Un progrès substantiel dans la mise en place des fondations économiques pour l'indépendance figure parmi les priorités qui exigeront plus d'efforts internationaux. À cet égard, il est réjouissant de voir la reprise de la vie économique du territoire. Nous partageons l'opinion exprimée par les représentants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international selon laquelle l'indépendance est-timoraise doit être fondée sur un secteur privé viable, qui doit être soutenu et stimulé de toutes les manières possibles. Une attention particulière doit aussi être accordée au développement de l'agriculture, qui représente la plus grande part du produit national brut. Nous devons aussi prendre en compte le fait qu'environ 180 000 personnes reçoivent toujours une aide alimentaire au Timor oriental.

La semaine dernière, le Conseil a examiné la question de proroger le mandat de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO). Nous admettons, avec d'autres délégations, que la présence internationale au Timor oriental doit être prolongée à ce stade et jusqu'au moment du passage du Timor oriental à l'indépendance. À ce propos, il nous paraît important que le plan financier, ainsi que les programmes et projets correspondants actuellement mis en oeuvre ou qui démarrent au Timor oriental, soient bien orientés vers l'avenir et adaptés aux conditions qui prévaudront après l'indépendance. L'Ukraine continuera à soutenir l'exécution du mandat de l'ATNUTO, afin qu'un gouvernement indépendant démocratique puisse être établi au Timor oriental.

Pour terminer, nous aimerions insister sur les résultats impressionnants des activités de l'ATNUTO, résultats que les membres du Conseil de sécurité ont pu constater *de visu* durant leur visite dans la région en novembre de l'an dernier. Ma délégation aimerait rendre hommage à tout le personnel de l'ATNUTO, et en particulier à M. Sergio Vieira de Mello, pour leurs efforts exceptionnels dans l'exécution du mandat compliqué qui leur a été confié par l'Organisation des Nations Unies.

M. Neewoor (Maurice) (*parle en anglais*): Je saisis cette occasion pour exprimer notre profonde sympathie aux Gouvernements et aux peuples de l'Inde et du Pakistan, après le catastrophique séisme qu'ils viennent d'endurer.

Nous remercions le Secrétaire général de son rapport détaillé du 16 janvier sur la situation au Timor oriental. Nous remercions aussi M. Vieira de Mello, Représentant spécial du Secrétaire général au Timor oriental, de son important exposé. Nous avons vivement apprécié aussi les déclarations de M. Mark Malloch Brown, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, de M. Klaus Rohland, Directeur de pays à la Banque mondiale chargé du Timor oriental, et de M. Luis Valdivieso, du Fond monétaire international. Nous nous félicitons de la présence à cette séance du Président de l'Assemblée générale, M. Harri Holkeri, et de M. José Ramos-Horta, résistant distingué et membre du Cabinet de transition du Timor Oriental. Nous les remercions de leurs importantes déclarations faites ce matin.

Il est certes très réconfortant de lire le rapport du Secrétaire général. En voyant la situation actuelle contre la toile de fond de l'histoire traumatique récente du Timor oriental, on est extrêmement satisfait de relever que non seulement la paix et le calme ont à présent été solidement instaurés dans le pays, mais que la population du Timor oriental avance d'une manière systématiquement bien préparée pour atteindre bientôt son but si désiré d'accéder à l'indépendance. M. Vieira de Mello et son équipe de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO), qui travaillent assidûment et créativement pour mettre en oeuvre leur mandat, méritent d'être félicités chaleureusement pour avoir accompli tellement en si peu de temps. Nous remercions aussi le Gouvernement indonésien, qui facilite le processus.

Nous voyons dans le plan mis au point par l'Administration transitoire des Nations Unies pour mener le Timor oriental à l'indépendance dans les quelques mois à venir un modèle pour une nation démocratique, nouvelle et réussie. Nous sommes contents que les plans de l'ATNUTO se déroulent dans les délais prévus, malgré les nombreux problèmes. Nous sommes particulièrement heureux que la population du Timor oriental ait été tout à fait impliquée dans le processus de prise de décision depuis le tout début. Nous notons également avec satisfaction que la population du Timor oriental est formée et organisée pour prendre en charge les rouages administratifs et les institutions qui sont vitales pour le succès d'une nation nouvellement indépendante et démocratique. C'est un facteur essentiel dans les préparatifs pour l'indépendance du Timor oriental.

Nous sommes certains que le peuple du Timor oriental comprend qu'avec l'indépendance, il aura à supporter aussi bien collectivement qu'individuellement la responsabilité du bien-être de toute la population de cette nouvelle nation. À cet égard, la responsabilité principale repose toujours sur les dirigeants politiques dont on attend que, par leur exemple, ils inculquent au peuple une culture de respect pour le processus démocratique et les institutions de la nation. Nous sommes heureux de noter que le multipartisme est envisagé pour le Timor oriental. Nous nous en félicitons car ce régime repose sur une gouvernance qui rend des comptes et une opposition responsable.

Nous croyons que le Timor oriental est prêt à s'engager dans le processus électoral nécessaire à la concrétisation de son indépendance. Nous souhaitons que tous les Timorais de l'Est, y compris ceux qui sont réfugiés pour l'instant au Timor occidental, soient capables de participer à ce processus, qui doit être inclusif. À cet égard, nous invitons le Gouvernement indonésien à offrir toute la coopération possible pour faciliter le retour rapide des réfugiés, dont le retour dans les foyers est bloqué par les milices au Timor oriental. En outre, nous invitons le Gouvernement indonésien à entamer rapidement des discussions avec l'ATNUTO afin de fixer une date définitive pour l'indépendance du Timor oriental.

Enfin, ma délégation souhaite remercier tous les pays qui appuient le travail de l'ATNUTO en lui fournissant du personnel et un soutien technique et financier. Nous remercions également toutes les institutions du système des Nations Unies du travail important qu'elles accomplissent actuellement au Timor oriental. Nous citerons en particulier le travail du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Nous n'avons pas de doute que la communauté internationale dans son ensemble et les institutions financières internationales ne manqueront pas d'apporter une contribution généreuse pour faciliter le processus en cours en vue de l'indépendance du Timor oriental et d'exécuter le programme de développement du pays après l'indépendance.

Ma délégation appuie la prorogation du mandat de l'ATNUTO pour une période supplémentaire de 12 mois, jusqu'au 31 décembre 2001, comme cela est recommandé au paragraphe 52 du rapport du Secrétaire général en date du 16 janvier 2001.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de Singapour.

Même si j'ai déjà présenté les condoléances du Conseil aux Gouvernements et peuples de l'Inde et du Pakistan, je voudrais ajouter nos condoléances nationales pour les pertes tragiques de vies enregistrées à la suite du tremblement de terre qui s'est produit dans le sous-continent.

Je voudrais personnellement m'associer aux paroles de bienvenue qui ont été adressées à M. Sergio Vieira de Mello, Représentant spécial du Secrétaire général au Timor oriental, et à M. José Ramos-Horta, membre du Cabinet transitoire du Timor oriental chargé des affaires étrangères et les remercier de leur présence au Conseil aujourd'hui. Nous avons écouté avec plaisir M. Mark Malloch Brown, l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ainsi que les représentants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Nous nous félicitons également de l'honneur que nous a fait M. Harri Holkeri, Président de l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session, de participer à la présente séance, après le voyage qu'il a effectué récemment dans la région. Leur présence et leurs exposés nous ont fourni des vues utiles de première main.

Ce qui est plus important encore, leur présence collective au débat public d'aujourd'hui montre de façon symbolique la direction que va suivre le Timor oriental à long terme : un processus de timorisation croissant pour permettre une transition sans heurts vers l'indépendance et un accent toujours plus grand mis sur les efforts de reconstruction et de relèvement pour parvenir au développement durable et à la bonne gouvernance, avec la responsabilité collective constante de tous les Membres de l'ONU, pour superviser et assurer le succès du Timor oriental. Le Timor oriental est vraiment un enfant des Nations Unies – un enfant qui, comme l'a dit M. Vieira de Mello, est à l'état embryonnaire de son développement.

L'ONU a joué un rôle important dans le processus qui a conduit le Timor oriental vers la situation actuelle. Elle y a joué un rôle critique depuis un quart de siècle, ou plus. Depuis 1982, des pourparlers tripartites réguliers entre les différents Secrétaires généraux de l'ONU avec l'Indonésie et le Portugal, pour régler la question du statut du territoire, se sont tenus à la demande de l'Assemblée générale. Au moment où l'ONU

accompagne le Timor oriental vers l'indépendance, il est clair que la responsabilité de l'ONU envers cette région ne s'achève pas. Comme dans le cas de la paternité, la véritable mise à l'épreuve de la responsabilité de l'ONU ne commencera qu'à la naissance de l'enfant.

Dans son rapport du 16 janvier 2001 sur les progrès réalisés par l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) depuis le 27 juillet 2000, le Secrétaire général a brossé un tableau largement positif de l'évolution de la situation au Timor oriental. M. Vieira de Mello a présenté ici aujourd'hui un tableau tout aussi positif. Nous félicitons M. Vieira de Mello – un bon ami de Singapour – des efforts considérables qu'il a faits avec son équipe. Singapour est réconforté par les progrès constants enregistrés en matière de reconstruction et de relèvement du Timor oriental. L'ATNUTO est, sans aucun doute, l'une des opérations les plus grandes et les plus complexes entreprises par les Nations Unies. Au Timor oriental, l'ONU a non seulement dû maintenir la paix mais rétablir des systèmes sociaux entiers et des institutions provisoires à partir de rien. Il s'agit d'une tâche multidisciplinaire et multidimensionnelle massive, à tous points de vue.

Avec l'appui de la communauté internationale, l'ATNUTO a enregistré des progrès dans des domaines importants tels que la santé, l'éducation et les infrastructures. Des efforts sont également en cours pour relancer l'économie. L'ATNUTO accélère ses efforts critiques de timorisation pour aider le peuple est-timorais à gérer son propre pays. Du point de vue de politique, l'ATNUTO a établi avec succès un quasi-gouvernement : l'Administration transitoire au Timor oriental, les postes clefs du Cabinet étant occupés par des Timorais de l'Est. Les dirigeants est-timorais ont également esquissé un calendrier politique avec des jalons politiques importants. Comme le Secrétaire général l'a noté dans son rapport, ce calendrier est ambitieux mais réalisable.

Toutefois, la timorisation ne doit pas uniquement se faire au niveau politique, mais filtrer à travers toute l'Administration. En tant que parent tourné vers l'avenir, l'ATNUTO doit renforcer les capacités du pays pour qu'il puisse être autonome et ne développe pas une mentalité d'assisté. Alors que le Timor oriental attendra des Nations Unies de l'appui et des conseils, les Nations Unies doivent également écouter de plus en plus ce que leur enfant veut.

Néanmoins, il est clair qu'il reste un long chemin à parcourir au Timor oriental. Il faut faire davantage dans le domaine de la sécurité, où les problèmes des réfugiés et des milices ne sont toujours pas réglés. L'assassinat du personnel des Nations Unies et l'intimidation des réfugiés par les milices ne sauraient être tolérés. Singapour demande à l'ATNUTO et au Gouvernement indonésien d'empêcher que de tels événements surviennent et de prendre toutes les mesures pour traduire en justice les auteurs de ces actes. À cet égard, nous notons avec plaisir que les forces armées indonésiennes (TNI) et l'ATNUTO ont convenu de lancer des opérations de sécurité communes le long de la frontière entre le Timor oriental et le Timor occidental. Les procès en cours à Dili et à Jakarta de membres et de dirigeants présumés de milices aideront également à faire en sorte que la justice soit rendue.

Pays relativement jeune, Singapour sait de par son expérience que les fondations stables et durables d'un pays ne peuvent être posées du jour au lendemain. Le Conseil de sécurité doit donc envoyer un message clair d'appui politique et d'engagement. La crédibilité de l'ONU serait ternie si après avoir suscité des espoirs, elle partait avant que sa tâche ne soit accomplie, et avant qu'elle ne soit bien accomplie. Une sortie prématurée et précipitée d'une opération de maintien de la paix risquerait d'aggraver la situation, qui deviendrait alors pire que celle d'avant la création de l'opération.

Il souvent facile pour nous, assis au Conseil de sécurité ici à New York, d'avoir une vue clinique d'une moitié d'île au bout du monde. Mais je voudrais dire clairement l'enjeu que le Timor oriental représente pour la région. Il ne s'agit pas uniquement du sort du Timor oriental et des Timorais de l'Est, mais de celui de toute la région de l'Asie du Sud-Est. L'avenir du Timor oriental est étroitement lié à celui de l'Indonésie – un grand pays, divers et complexe qui étend la largeur de l'Asie du Sud-Est, avec plus de 17 000 îles et une population de 210 millions de personnes. Le sort de l'Indonésie ne peut être dissocié de celui de la région.

Le Timor oriental a accédé à l'indépendance à un moment où l'Indonésie traversait une profonde transition politique et économique. Son indépendance fut une conséquence des transformations déchirantes par lesquelles passait l'Indonésie elle-même. Une décision prise dans de telles conditions ne pouvait manquer de prêter à controverse, mais l'indépendance du Timor

oriental est maintenant un fait irréversible. Mais c'est aussi un fait que l'Indonésie n'a pas terminé sa transition. Nous ne saurions ignorer aucun de ces deux faits. Un Timor oriental instable pourrait faire dérailler les efforts de l'Indonésie pour revenir à une situation normale. En revanche, l'incertitude et l'instabilité politiques en Indonésie pourraient comporter des implications de grande portée pour le reste de la région et l'avenir du Timor oriental.

Mais l'Indonésie et le Timor oriental ont parlé de réconciliation, en dépit du fait qu'un certain nombre de problèmes demeurent en suspens. Dans ce contexte, nous nous félicitons des marques de bonne volonté envers l'Indonésie venues de M. José Ramos-Horta, qui a pris la parole ici ce matin. Nous sommes d'avis qu'avec de la bonne volonté et de la compréhension entre le Timor oriental devenu indépendant et l'Indonésie, son grand voisin, ces problèmes peuvent être résolus à l'amiable. La coopération entre eux ouvrira les portes à une ère de paix et de stabilité pour le Timor oriental et l'Indonésie et contribuera aussi à la stabilité dans la région de l'Asie du Sud-Est.

Il est donc essentiel que l'ONU ait une perspective à long terme sur cette question et, comme pour toutes les autres questions soumises à l'examen du Conseil de sécurité – par exemple, le Kosovo et les conflits en Afrique de l'Ouest –, reconnaisse aussi le contexte régional. Je voudrais citer la déclaration faite par l'Ambassadeur Chowdhury au Conseil de sécurité, le 15 novembre 2000, sur le thème « Pas de sortie sans stratégie ». Avant de le faire, toutefois, permettez-moi de noter que l'Ambassadeur Levitte, dans son intervention il y a une heure ou deux, nous a aussi rappelé le débat sur le thème « Pas de sortie sans stratégie ». En novembre, l'Ambassadeur Chowdhury a dit :

« Les paramètres sur lesquels se fonde une telle liquidation devraient inclure une évaluation objective d'une situation donnée dans une perspective de moyen à long terme. Une telle évaluation devrait tenir compte des aspects politique, militaire, humanitaire et des droits de l'homme, ainsi que de la dimension régionale ». (*S/PV.4223, p. 9*)

Ce sont d'importantes considérations que nous devrions toujours garder présentes à l'esprit.

Accéder à l'indépendance est le plus facile. Il est plus difficile de réussir l'indépendance. L'intérêt du Timor oriental serait servi au mieux si la communauté internationale s'engageait pleinement dans le redres-

sement et le développement du pays, même après l'indépendance. Une grande partie de ce que l'ATNUTO a réalisé n'aurait pas été possible sans les ressources et l'appui politique qu'elle a obtenus de l'ONU et de la communauté internationale. Nous ne pouvons attendre d'un Timor oriental indépendant qu'il gère tous ses problèmes par ses seuls moyens. Aucun des pays de la région, pas même l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ni l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, n'ont les compétences et les capacités nécessaires pour répondre aux énormes besoins du Timor oriental. L'ONU et la communauté internationale ont donc l'obligation et la responsabilité considérables de maintenir leur engagement envers le Timor oriental, même après l'indépendance.

Sur ce point, nous appuyons fermement l'opinion du Secrétaire général, à savoir que le Timor oriental aura encore besoin d'un appui substantiel après l'indépendance. Durant sa récente visite au Timor oriental, le Secrétaire général a promis à l'ATNUTO de soutenir en permanence ses activités de reconstruction du pays. La mission envoyée par le Conseil au Timor oriental est revenue à New York en novembre 2000, persuadée qu'une forte présence internationale serait encore nécessaire au Timor oriental après l'indépendance. Les mêmes conclusions ont été tirées lors de nos propres consultations avec les Timorais de l'Est et le Gouvernement indonésien.

Dès la première heure, Singapour a contribué activement aux efforts de l'ONU et de la communauté internationale au Timor oriental. Nous avons envoyé nos troupes, nos médecins et notre police civile participer à la Force internationale au Timor oriental et à l'ATNUTO. Sur le plan bilatéral, nous avons préparé un programme global d'assistance technique pour aider le Timor oriental dans tous les aspects de sa reconstruction. Nous sommes déterminés, dans la limite de nos capacités et de nos ressources, à continuer à de soutenir l'effort de la communauté internationale pour aider le Timor oriental à se remettre debout.

Les activités de maintien de la paix des Nations Unies ont eu leur part de succès et d'échecs. Le Timor oriental et l'ATNUTO offrent à l'ONU une occasion unique de montrer son aptitude à tirer les leçons des expériences passées pour faire du Timor oriental l'une des opérations de maintien de la paix les plus réussies de l'histoire des Nations Unies. Les tâches que doit affronter le Timor oriental et la détermination affichée par son peuple ne font aucun doute. Avec une dose suf-

fisante de volonté et d'engagement, l'ONU et le Conseil de sécurité peuvent reconstruire une société dévastée par la guerre et guider les pas de leur enfant pour en faire un membre pacifique, stable et productif de la communauté internationale et de l'ONU.

Je reprends maintenant mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

L'orateur suivant inscrit sur ma liste est la représentante de l'Australie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration. Je lui présente aussi mes vœux à l'occasion de la Fête nationale de l'Australie.

Mme Wensley (Australie) (*parle en anglais*) : Je voudrais ajouter la voix de l'Australie à toutes celles qui ont exprimé leur sympathie aux Gouvernements indien et pakistanais pour les morts et les souffrances infligées à tant de leurs nationaux par le grave séisme qui a frappé la région hier.

Je tiens à vous remercier chaleureusement, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance publique du Conseil de sécurité, qui a donné une fois de plus aux États non membres l'occasion d'entendre directement le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Vieira de Mello, parler de l'oeuvre de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) au cours des six derniers mois et de recueillir ses vues sur les tâches à accomplir et les défis à relever au Timor oriental dans l'année qui s'ouvre et au-delà. Je voudrais le remercier pour son exposé détaillé et, comme à l'ordinaire, parfaitement sincère, et réaffirmer la satisfaction du Gouvernement australien devant l'excellent travail fait par l'ATNUTO sous son habile direction en qualité de Représentant spécial du Secrétaire général.

Nous apprécions d'autre part l'occasion qui nous a été donnée d'entendre le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, le Président de l'Assemblée générale et, tout particulièrement, José Ramos-Horta. Ces communications ont souligné avec clarté et concrètement le caractère unique de la coopération internationale au Timor oriental et exprimé une détermination évidente de voir cet effort connaître un entier succès.

L'action de l'ATNUTO, en étroite coopération avec les Timorais de l'Est, a mis en place au cours des 15 derniers mois une grande partie des fondations né-

cessaires pour que le Timor oriental devienne une nation indépendante autosuffisante. Le renouvellement du mandat de l'ATNUTO, dont les membres du Conseil vont s'occuper à la suite du débat substantiel d'aujourd'hui, sera un facteur décisif s'agissant de déterminer la capacité de l'ATNUTO de continuer à tirer parti du travail déjà accompli et, point important, de centrer son attention sur les préparatifs des étapes suivantes, jusqu'à l'indépendance et au-delà.

L'Australie se félicite certainement des récents efforts des Nations Unies pour accélérer la passation du pouvoir aux Timorais de l'Est. Nous approuvons l'accent placé dans le rapport du Secrétaire général sur l'importance de maintenir au cours des prochains mois le rythme de ce qu'on a appelé « timorisation ». Facteur fondamental de la mise en place de capacités, la timorisation demeurera un aspect majeur de la transition réussie du Timor oriental à l'indépendance. La poursuite de la mise en place de capacités et d'institutions sera essentielle pour effectuer en temps utile une passation du pouvoir des Nations Unies à un Gouvernement et à une administration est-timorais efficaces.

Outre cette tâche cruciale, l'ATNUTO et les Timorais de l'Est affrontent d'autres défis majeurs durant les 12 prochains mois. L'un d'eux consiste à jeter les bases d'un système démocratique transparent, notamment en dispensant une éducation civique adéquate – point sur lequel, je l'ai remarqué, l'Ambassadeur de la Colombie a mis tout à l'heure fortement l'accent dans sa déclaration. Un autre élément est de contribuer au développement de la capacité est-timoraise de maintenir la sécurité et l'ordre public. La création de la Force de défense du Timor oriental sera un facteur important qui renforcera sa capacité d'autonomie en matière de sécurité. Cependant, nous attendons aussi avec intérêt que des progrès soient accomplis dans la formation et le développement du Service de police du Timor Lorsa'e, l'indépendance approchant.

Le rapatriement rapide des réfugiés est-timorais qui sont toujours au Timor occidental demeure une priorité importante et pressante pour la stabilité et la sécurité futures du Timor oriental. Mettre un terme à l'intimidation par les milices, assurer l'accès sans entrave des travailleurs humanitaires aux camps et mettre en place un processus d'inscription crédible sont des préalables essentiels au succès de cette entreprise.

Comme je l'ai souligné chaque fois que possible, l'Australie estime essentiel que l'appui international à la transition du Timor oriental vers l'indépendance se poursuive. Des progrès ont été faits, mais il y a encore beaucoup à faire pour consolider les acquis de l'ATNUTO jusqu'à maintenant, et pour jeter les bases nécessaires à un Timor oriental indépendant qui prendra sa place dans la région et au sein des Nations Unies, confiant, assuré et bien préparé à faire face aux nombreux défis inhérents à l'indépendance.

Pour toutes ces raisons, l'Australie appuie fermement la recommandation du Secrétaire général de proroger le mandat de l'ATNUTO jusqu'au 31 décembre 2001. Nous nous attendons à ce que le Conseil renouvelle le mandat actuel d'une façon qui assurera la continuité de l'opération. Compte tenu du souci continu de sécurité, le maintien d'une forte composante dans ce domaine est particulièrement important. Nous estimons que les pays fournisseurs de contingents devront poursuivre leur engagement envers l'opération de maintien de la paix de l'ATNUTO au cours de cette période. Nous sommes également convaincus – et je note que cette conviction est partagée par un grand nombre d'orateurs aujourd'hui – que toute réduction envisagée de la composante militaire de l'ATNUTO doit se fonder sur une évaluation militaire objective effectuée par les forces de l'ATNUTO. Ce sont la situation et les circonstances sur le terrain qui doivent être les principaux facteurs déterminants.

Je voudrais saisir cette occasion pour dire à quel point l'Australie apprécie la remarquable autorité de la Thaïlande dans l'actuelle opération de maintien de la paix de l'ATNUTO.

Enfin, en ce qui concerne ledit maintien de la paix, compte tenu des importants débats récents sur le VIH/sida et le maintien de la paix au Conseil et ailleurs dans le système des Nations Unies, je voudrais souligner l'importance que l'Australie accorde à ce que les membres de l'opération de maintien de la paix de l'ATNUTO soient pleinement informés sur la prévention du VIH/sida et des autres maladies transmissibles et la lutte contre elles.

Le rôle des Nations Unies au Timor oriental ne prendra pas fin le jour de l'indépendance, mais de toute évidence la nature des relations de l'Organisation avec les Timorais de l'Est changera dès qu'ils auront mis en place le gouvernement de leur nation indépendante. Par conséquent, nous devrions planifier dès maintenant non

pas seulement le renouvellement de ce mandat, mais également la période qui suivra l'indépendance, lorsqu'il faudra veiller à ce que le travail de base accompli par l'ATNUTO soit maintenu, et renforcé par le nouveau Gouvernement est-timorais.

Le rapport du Secrétaire général reconnaît qu'un Timor oriental indépendant aura toujours besoin d'un appui important de la communauté internationale, y compris des éléments militaires et de police civile, ainsi que d'un soutien à l'administration civile. Je réaffirme donc que le moment est venu pour les États Membres – et en particulier les nations qui fournissent des contingents – de mettre l'accent sur la planification et la préparation précoces d'une telle présence, y compris les contributions éventuelles. Mon gouvernement étudie de près ces questions, et nous nous attendons à poursuivre un dialogue constant avec l'ATNUTO, puis aux consultations et à la collaboration les plus étroites avec les Timorais de l'Est, sur la forme et le mandat appropriés d'une future présence des Nations Unies. L'apport des Timorais de l'Est dans l'élaboration de modèles pour la coopération entre les Nations Unies et le Timor oriental après l'indépendance sera évidemment crucial pour la planification et la préparation de la prochaine phase de transition. En fin de compte, comme nous le reconnaissons tous, il appartiendra aux Timorais de l'Est eux-mêmes de déterminer la forme de l'aide que leur apportera l'ONU.

Pour contribuer à ce processus de dialogue et de consultation, y compris avec d'autres acteurs internationaux, l'Australie avance les idées suivantes sur le futur rôle des Nations Unies.

Toute présence des Nations Unies au Timor oriental après son indépendance sera fort probablement plus réduite que l'ATNUTO, et portera surtout sur la tâche centrale qui consiste à aider le Timor oriental à renforcer ses capacités et ses institutions, y compris dans les domaines de la gestion financière – on en a beaucoup parlé ce matin – de la magistrature, de la police, de la défense, de la santé, de l'éducation et de l'infrastructure. À cette fin, la mission devrait être composée de personnel des Nations Unies ayant l'expérience et les qualifications appropriées, et en mesure de transférer leurs compétences en vue d'accélérer leur implantation locale. Le mandat de la nouvelle mission devrait évidemment être conçu de façon à veiller à ce qu'il y ait une relation appropriée avec le nouveau Gouvernement est-timorais.

Après l'indépendance, une composante des Nations Unies en matière de sécurité devrait, à notre avis, prendre la forme d'une opération de Casques bleus, mandatée par le Conseil de sécurité et de durée limitée. La taille de l'opération de maintien de la paix devrait être établie à partir d'une évaluation de la situation en matière de sécurité effectuée peu après l'indépendance. La diversité des contingents fournis demeurera importante, et on doit encourager le plus de fournisseurs internationaux possibles, et notamment une forte représentation régionale. Dans le domaine de l'ordre public, les évaluations des résultats de la formation de la police jusqu'à présent indiquent que la police civile des Nations Unies devra demeurer sur place après l'indépendance, et nous saurions gré au Représentant spécial de faire quelques observations sur les résultats de la formation de la police jusqu'à maintenant.

Plus généralement, dans le domaine de la sécurité, je voudrais soulever deux autres éléments qui peuvent sembler évidents mais qui, à notre avis, ne doivent pas être sous-estimés. Premièrement, il faut des efforts continus pour traduire en justice les responsables des crimes et violations des droits de l'homme au Timor oriental, et à cet égard, comme nombre de mes collègues, je me félicite de ce que la Cour du district de Dili vienne d'achever avec succès la première poursuite d'une affaire liée aux violences de 1999. Deuxièmement, il est très important que le Timor oriental travaille activement afin d'établir des relations positives avec ses voisins, notamment l'Indonésie. Je note que ce matin, M. Sergio Vieira de Mello a souligné qu'il s'agissait vraiment là de la pierre angulaire de l'avenir. M. José Ramos-Horta a particulièrement mis l'accent sur ce point, et a indiqué que les dirigeants timorais de l'Est y travaillaient très activement.

Enfin, il est fondamental que des dispositions dans une série de domaines – financier tout particulièrement – appuient la transition vers un Gouvernement timorais de l'Est efficace et ne cessent pas le jour où l'indépendance deviendra officielle. Dans ce contexte, nous nous associons au Secrétaire général pour appuyer l'examen de l'octroi d'une plus grande souplesse dans l'utilisation des contributions allouées à l'ATNUTO et à l'opération qui lui succédera après l'indépendance. Je pense à cet égard que l'appel ferme lancé par Mark Malloch Brown en faveur d'une stratégie de financement est particulièrement pertinent.

En terminant, je voudrais réitérer les deux grands aspects de mes observations. Premièrement, l'Australie

appuie pleinement la prorogation de l'opération de l'ATNUTO, y compris le transfert graduel des pouvoirs aux Timorais de l'Est, seule voie possible vers un État indépendant pleinement fonctionnel. Deuxièmement, nous sommes convaincus qu'il est important que la communauté internationale commence maintenant à jeter les bases d'une présence appropriée des Nations Unies au Timor oriental après l'indépendance. Afin d'être efficace et de conserver tous les acquis obtenus par l'ATNUTO, la transition doit se faire autant que possible sans heurt, sur le plan tant organisationnel que financier.

Beaucoup d'entre nous, ici aujourd'hui, ont déjà fait un investissement considérable dans l'avenir du Timor oriental. Mais le succès à long terme de cet avenir dépend d'un engagement continu à l'égard de l'opération de l'ATNUTO et de notre volonté de planifier et de préparer la période postérieure à l'indépendance.

Je tiens à assurer au Conseil et aux États Membres que l'Australie reste très engagée à l'égard du Timor oriental et est disposée, pour sa part, à travailler avec les Nations Unies, les Timorais de l'Est et tous les autres acteurs internationaux qui partagent cet engagement.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de la Nouvelle-Zélande. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Mackay (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Avant de commencer mon intervention, je voudrais m'associer aux autres orateurs pour exprimer nos condoléances à l'Inde et au Pakistan à la suite du tragique séisme qui a frappé ces deux pays.

Je voudrais commencer par exprimer ma gratitude à M. Sergio Vieira de Mello pour son excellent exposé de ce matin. Nous avons la grande chance d'avoir un fonctionnaire international de son envergure à la tête de l'opération des Nations Unies au Timor oriental. Je voudrais également exprimer notre vif plaisir de voir M. José Ramos-Horta assister aux travaux du Conseil d'aujourd'hui. Cela symbolise bien le processus dans lequel nous sommes engagés, celui de l'aide à apporter au Timor oriental sur la voie de l'indépendance, choix fait par la majorité écrasante du peuple de ce territoire lors de la consultation conduite sous l'égide des Nations Unies, en septembre 1999. Enfin, je voudrais remercier le Président de l'Assemblée générale de ses

observations pertinentes sur sa récente visite au Timor oriental et les représentants des institutions de développement de leurs déclarations de ce matin et de leur engagement à l'égard du Timor oriental.

La Nouvelle-Zélande appuie pleinement la proposition, recommandée par le Secrétaire général dans son rapport, de proroger le mandat de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) jusqu'au 31 décembre de cette année. Nous le faisons en tant que l'un des principaux fournisseurs de contingents à l'opération, avec un bataillon et une escadrille d'hélicoptères de service dans la zone sensible de la frontière occidentale. Je suis heureux de noter que nous avons pu aviser le Secrétaire général juste avant Noël que la Nouvelle-Zélande maintiendra son niveau actuel de contribution militaire jusqu'à mai 2002.

Le débat d'aujourd'hui chargé d'examiner la prorogation de l'ATNUTO constitue un jalon important dans cette période depuis que le mandat de la mission a été initialement adopté en octobre 1999 par le Conseil. Il y a eu des acquis importants depuis lors, surtout dans les domaines humanitaire et sécuritaire. Cela est dû aux efforts du peuple du Timor oriental, de M. de Mello et de son équipe ainsi que des fonctionnaires dévoués du Secrétariat ici à New York, ainsi qu'aux contributions des États Membres.

Il est vital que l'ATNUTO consolide ces acquis. Le Secrétaire général et M. Vieira de Mello ont identifié des domaines où des progrès supplémentaires sont essentiels. Nous pensons que parmi eux, se trouve le transfert accéléré de pouvoir aux Timorais. Il s'agit peut-être du défi le plus difficile mais, en dépit de sérieux manques de qualifications chez la population timoraise, l'ATNUTO doit tout faire pour que les Timorais commandent. Le jour doit venir, au plus tôt, où les Timorais de l'Est prendront des décisions, avec le personnel des Nations Unies leur fournissant des orientations.

Si des progrès ont été faits pour garantir la sécurité du Timor oriental, la menace des milices au Timor occidental subsistera tant qu'elles ne seront pas dissoutes. En outre, le maintien de la sécurité sera vital pour le déroulement des événements politiques précédant l'indépendance, y compris les élections. La Nouvelle-Zélande est donc tout à fait convaincue que les opérations de l'ATNUTO, y compris sa composante militaire, doivent se poursuivre au niveau actuel tout au

long de la période de prorogation du mandat. Le jour où une force de défense du Timor oriental pourra assumer certaines de ces responsabilités est encore lointain. De futures réductions des effectifs de Nations Unies devront se baser sur une évaluation militaire minutieuse et objective de la situation par ceux qui sont sur le terrain. Cette décision ne devrait pas être motivée par des considérations extérieures telles que des questions budgétaires.

Dans la perspective de la période suivant l'indépendance, nous pensons qu'il est tout aussi important pour la communauté internationale de rester engagée en vue de préserver les acquis de l'ATNUTO. Nous approuvons pleinement le Secrétaire général d'avoir chargé l'ATNUTO d'établir des plans pour une opération intégrée, en étroite collaboration avec les Timorais et les autres organisations partenaires, susceptibles d'être considérées par le Conseil de sécurité quand le moment approchera. Cette opération devra comprendre une composante de sécurité de Casques bleus.

Enfin, je voudrais redire la gratitude de mon gouvernement pour les actions du Gouvernement et des forces armées de l'Indonésie, actions qui ont conduit à l'incarcération de Jacobus Bere, un suspect principal du meurtre du soldat Manning du contingent de la Nouvelle-Zélande à l'ATNUTO, tué en juillet dernier. Les responsables de ce crime doivent être traduits en justice. Mon pays et, j'en suis sûr, d'autres nations représentées dans cette salle suivront cette affaire de très près.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant du Japon. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Kobayashi (Japon) (*parle en anglais*) : Avant de commencer mon intervention, je voudrais saisir cette occasion pour exprimer nos condoléances aux peuples de l'Inde et du Pakistan pour les terribles pertes qu'ils ont subies à la suite du séisme d'hier.

Monsieur le Président, je voudrais vous exprimer ma gratitude pour cette occasion qui nous est offerte de discuter de la situation au Timor oriental, alors que le mandat de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) doit être prorogé.

Je voudrais également remercier M. Sergio Vieira de Mello d'avoir mis en lumière les importants progrès

réalisés ainsi que les défis qui restent à relever sur le terrain. Nous voudrions souhaiter une chaleureuse bienvenue à M. Ramos-Horta, venu nous présenter les vues du peuple du Timor oriental, que la communauté internationale doit respecter et considérer alors qu'elle l'aide dans ses efforts de construction nationale. Nous attendons avec intérêt de le recevoir au Japon, en mars.

Nous louons également M. Holkeri, Président de l'Assemblée générale, pour sa participation à la discussion d'aujourd'hui, à la suite de sa récente visite dans la région.

Nous remercions le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) d'avoir présenté leurs vues. Leur participation à ce débat illustre la nature multiple des activités de l'ATNUTO, qui couvrent des aspects militaires et policiers ainsi que de nombreux efforts de mise en place d'institutions nationales.

Depuis la création de l'ATNUTO en octobre 1999, les efforts de préparation à l'indépendance du Timor oriental ont beaucoup progressé, sous la direction compétente et pleine de ressources de M. Vieira de Mello, le dévouement du personnel de l'ONU, et l'appui constant de la communauté internationale, y compris les organisations non gouvernementales, qui tous travaillent la main dans la main avec la population du Timor oriental. Ma délégation est heureuse d'apprendre que, grâce à ces efforts, l'objectif de l'indépendance est sur le point d'être réalisé. Quoiqu'il reste encore un travail considérable à accomplir, ma délégation est convaincue que grâce au dévouement et à l'intégrité des personnes concernées, l'objectif sera réalisé sans heurts et avec succès. Le Japon pour sa part reste déterminé à appuyer ce processus au mieux de ses compétences.

Le Japon se félicite des progrès signalés dans le rapport du Secrétaire général, y compris au niveau du processus politique, du développement des infrastructures, ainsi que des questions judiciaires et relatives aux droits de l'homme, et encourage l'ATNUTO à poursuivre ses efforts dans tous ces domaines. Le Japon appuie sans réserve la prorogation du mandat de l'ATNUTO.

Je voudrais aujourd'hui attirer votre attention sur le processus politique menant à l'indépendance du Timor oriental et vous faire part de quelques-unes de mes réflexions sur la période qui suivra

l'indépendance. Permettez-moi d'abord de traiter du processus politique menant à l'indépendance.

Le Japon se félicite du consensus croissant qui se fait jour parmi les Timorais de l'Est sur le calendrier politique concernant l'accession à l'indépendance. Nous demeurons fermement convaincus que la volonté du peuple doit être respectée en ce qui concerne la façon dont le Timor oriental doit être gouverné. À cet égard, ma délégation souhaite rappeler l'importance critique d'accéder à l'indépendance par le biais d'un processus politique ouvert, juste et démocratique. Et, pour assurer une paix et une sécurité durables après l'indépendance, il sera nécessaire de mettre en place un système politique qui soit, lui aussi, ouvert, juste et démocratique. Nous sommes sûrs que M. Ramos-Horta et d'autres dirigeants du peuple est-timorais comprennent l'importance de ces objectifs, et ne ménageront aucun effort pour les atteindre.

Quoique nous comprenions qu'il pourra y avoir des difficultés techniques, comme cela est dit dans le rapport du Secrétaire général, nous demandons instamment à l'Organisation des Nations Unies de faire de son mieux pour suivre la séquence des démarches politiques, qui sera décidée par le peuple est-timorais. En même temps, nous demandons au peuple est-timorais de comprendre qu'un manque de préparation pourrait compromettre l'ouverture, le caractère inclusif, et l'équité du processus. Nous convenons tout à fait également de la nécessité, comme cela est indiqué dans le rapport du Secrétaire général, de mettre l'accent sur la viabilité et le renforcement des capacités du processus des élections, en vue de permettre aux Timorais de l'Est eux-mêmes de mener leurs élections à l'avenir.

La question des réfugiés du Timor oriental installés au Timor occidental continue de nous préoccuper. Des efforts devraient être faits tant par les autorités indonésiennes que par les organismes compétents des Nations Unies, pour régler le problème des réfugiés le plus rapidement possible. Il ne faut pas oublier que le processus politique menant à l'indépendance devrait inclure le plus de personnes possibles, y compris les réfugiés est-timorais qui sont prêts à participer au processus d'édification de la nation.

Les incidents violents récents associés aux campagnes politiques menées par les partis est-timorais sont troublants. Nous demandons au peuple est-timorais de veiller à ce que le processus politique menant à l'indépendance se déroule dans l'ordre et dans la

paix, et nous demandons à l'ATNUTO de tout mettre en oeuvre pour qu'il en soit ainsi. La prudence et la sensibilité de l'ATNUTO sont nécessaires dans ce contexte, mais la violence ne saurait être tolérée. Les efforts visant à inculquer au peuple est-timorais le respect du processus démocratique et de ses règles, pourraient également être utiles. Le Japon est plus que prêt à apporter son concours dans ce domaine, et a décidé de parrainer un séminaire sur le droit électoral, qui doit être organisé par l'ATNUTO en février, dans le but de promouvoir une discussion et une meilleure compréhension du système électoral parmi les Timorais de l'Est.

Permettez-moi à présent, de faire quelques observations sur la période consécutive à l'indépendance. Nous partageons l'analyse du Secrétaire général que le Timor oriental continuera de nécessiter un soutien international substantiel après son accession à l'indépendance. Le Japon restera déterminé à aider le Timor oriental durant la période consécutive à l'indépendance. Je voudrais souligner deux points importants à cet égard.

Premièrement, après l'indépendance, le transfert de l'autorité devrait être terminé. Afin d'encourager l'autonomie est-timoraise, il devrait être indiqué clairement qu'avec l'indépendance, la responsabilité de l'administration du pays incombera aux Timorais de l'Est, tandis que la communauté internationale et l'ONU joueront un rôle de conseiller. Ceci, bien sûr, ne peut pas se faire instantanément le jour même de l'accession à l'indépendance. Mais il est impératif, durant cette période de transition, d'encourager un sentiment d'autonomie parmi les Timorais de l'Est et de les aider à mettre au point les compétences et les capacités nécessaires pour diriger une nation. De ce point de vue, le Japon appuie pleinement la politique de l'ATNUTO d'un transfert accéléré de l'autorité aux Timorais de l'Est et ce que l'on appelle la timorisation de l'administration. Nous encourageons vivement la poursuite de cette politique.

L'autre question que je souhaite évoquer porte sur l'importance du maintien par la communauté internationale de ses efforts d'assistance au Timor oriental. Cette continuité est essentielle pour assurer le succès des efforts de reconstruction et de développement entrepris jusqu'à présent au Timor oriental. Les systèmes et les mécanismes nécessaires doivent être en place afin d'assurer la continuité de la fourniture de l'assistance internationale. Dans ce contexte, le besoin

de mécanismes efficaces de coordination de l'aide des pays donateurs n'a pas diminué. Ces mécanismes doivent inclure un cadre d'évaluation global et d'examen de l'assistance qui est offerte. La pratique bien établie consistant à tenir des conférences de donateurs est l'un de ces mécanismes. Un mécanisme de coordination sur le terrain, tel que le rôle joué actuellement par l'ATNUTO, afin de maintenir des contacts quotidiens avec les donateurs, est également nécessaire.

En outre, compte tenu de la grave pénurie de ressources humaines au Timor oriental, et de ses conséquences pour le transfert de l'autorité, le Japon pense que la présence de l'ONU au Timor oriental après l'indépendance devrait inclure non seulement des composantes militaires et de police civile, mais également une composante de renforcement des capacités des institutions pour offrir des conseils aux Timorais de l'Est. En l'absence de ces composantes, le processus d'édification de la nation pourrait être gravement compromis.

En conclusion, je voudrais une fois de plus rendre hommage au personnel de l'ONU sous la direction compétente de M. Vieira de Mello, les membres de la communauté internationale et surtout le peuple est-timorais qui travaillent ensemble pour construire un avenir prometteur. Le Japon partage leurs espoirs d'une transition vers l'indépendance couronnée de succès et demeure résolu à apporter une contribution réelle en ce sens.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de la Suède. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil, et à faire sa déclaration.

M. Schori (Suède) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, comme mes collègues, je voudrais exprimer toutes mes condoléances aux Gouvernements et aux peuples de l'Inde et du Pakistan, tout particulièrement aux familles des victimes de la catastrophe et à ceux qui sont directement touchés.

J'ai l'honneur de parler au nom de l'Union européenne (UE). Les États d'Europe orientale et occidentale associés à l'Union européenne – la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie – ainsi que les pays associés – Chypre, Malte et la Turquie – et les pays membres de l'Association européenne de libre-échange de l'Espace économique européen, l'Islande, s'associent à cette déclaration.

Je voudrais féliciter le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Sergio Vieira de Mello, ainsi que toutes les femmes et les hommes de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) et les organisations partenaires pour leurs efforts visant à relever l'un des plus grands défis de l'ONU : mener le Timor oriental vers l'indépendance. L'Union européenne réaffirme sa solidarité avec le peuple timorais de l'Est ainsi que son appui à l'ATNUTO.

En octobre 1999, le Conseil de sécurité a créé l'ATNUTO et lui a conféré le mandat le plus large qu'ait jamais reçu une opération de paix de l'ONU, avec la responsabilité d'administrer un territoire qui avait été dévasté par ceux qui n'acceptaient pas les résultats de la consultation populaire. Compte tenu de la complexité de la tâche, les progrès réalisés ont été considérables et méritent toute notre admiration. Dans son dernier rapport, le document S/2001/42 dont nous sommes actuellement saisis, le Secrétaire général conclut que l'ONU a des raisons d'être fière de ce qui a été accompli au Timor oriental. L'Union européenne partage cette opinion et encourage l'ATNUTO à poursuivre son oeuvre.

L'Union européenne souhaite saisir cette occasion pour insister sur l'importance qu'il y a à tirer des enseignements de l'expérience de l'ATNUTO. Certains des enseignements tirés du Timor oriental figurent déjà dans le rapport Brahimi, qui énonce en détail un certain nombre de recommandations visant à mieux préparer le système de l'ONU à des opérations de paix complexes.

L'Union européenne rend hommage à la composante militaire de l'ATNUTO. Alors que la situation au Timor occidental constitue toujours une menace pour la sécurité du Timor oriental, la force de maintien de la paix a réalisé un excellent travail s'agissant de rétablir et défendre la sécurité sur tout le territoire du Timor oriental. Mais il a fallu payer un lourd tribut. L'Union européenne ne voudrait pas manquer cette occasion de rappeler la disparition tragique de soldats de la paix de la Nouvelle-Zélande, du Népal et du Portugal.

Dans le même temps, l'Union européenne appuie fermement le transfert progressif, au niveau local, du maintien de la loi et de l'ordre aux Timorais de l'Est. À cet égard, bien qu'elle reconnaisse qu'une présence policière internationale sera nécessaire après l'indépendance, l'Union européenne encourage l'ATNUTO à accélérer le processus de formation de la

force policière timoraise de l'Est. L'Union européenne exprime sa satisfaction pour l'excellent travail de la police civile dans le cadre du maintien de la loi et de l'ordre dans tout le Timor oriental. L'Union est, toutefois, préoccupée par les rapports qui font mention d'une criminalité croissante, et surtout de violences à l'égard des femmes.

Ces six derniers mois, des progrès ont été accomplis en matière d'intégration des Timorais de l'Est dans tous les grands processus de prise de décision au sein de l'administration. L'Union européenne se félicite notamment de l'entrée au Cabinet de M. José Ramos-Horta, présent parmi nous aujourd'hui, en qualité de Ministre des affaires étrangères.

L'Union européenne insiste cependant sur le besoin de renforcer le développement des capacités nationales dans tous les domaines de gouvernance. Les efforts de timorisation au sein de l'Administration transitoire doivent être encouragés, et le rôle de l'ATNUTO doit passer d'agent d'exécution à conseiller. Il faut déployer des efforts plus importants afin de renforcer le développement des capacités, y compris par le biais d'une formation sur le lieu de travail. Lors de la transition, il est essentiel d'impliquer les Timorais de l'Est de manière largement représentative, notamment les femmes et les jeunes, au niveau de la prise de décision et dans la structure administrative à tous les niveaux.

L'Union européenne se félicite des efforts de l'ATNUTO pour informer la population des progrès dans ce domaine et comprend le désir naturel des Timorais de l'Est de les accélérer.

L'ATNUTO est maintenant pleinement engagée dans la transition des activités d'aide d'urgence à celles de développement durable et de mise en place de l'administration. Malgré les difficultés rencontrées, l'Union européenne constate avec satisfaction que de grands progrès ont été réalisés en ce qui concerne la scolarisation et les soins médicaux.

L'Union européenne prend note des observations du Secrétaire général sur le système judiciaire est-timorais et se félicite des premières mesures prises contre les personnes qui ont commis des crimes graves pendant les violences de 1999. L'Union européenne souligne également l'importance de renforcer le système judiciaire au Timor oriental, lequel sera le garant de la démocratie.

L'Union européenne se félicite du fait qu'un procès ait commencé à Jakarta contre les individus accusés de l'assassinat, particulièrement déplorable, de trois membres du personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Timor occidental en septembre dernier. Elle se réjouit également de l'arrestation des individus soupçonnés d'avoir assassiné un soldat de la paix de l'ONU. L'Union européenne demande au Gouvernement indonésien de continuer de déployer tous les efforts nécessaires afin de traduire en justice les responsables des crimes graves commis avant et pendant les violences de septembre 1999. Elle note également les efforts déployés par le procureur général d'Indonésie à propos de l'enquête sur les violations des droits de l'homme au Timor oriental et demande au Gouvernement indonésien de respecter l'esprit du Mémorandum d'accord entre l'Indonésie et l'ATNUTO. Le processus d'enquête et la comparution en justice des responsables des atrocités qui ont suivi la consultation populaire ne doivent pas être retardés. L'Union européenne encourage par ailleurs les autorités judiciaires indonésiennes à poursuivre leur coopération avec le Haut Commissariat aux droits de l'homme.

L'Union européenne insiste sur l'importance du processus de réconciliation et se félicite des contacts pris entre certains dirigeants favorables à l'intégration et, d'autre part, le Conseil national de la résistance timoraise (CNRT) et la Commission Vérité, Réception et Réconciliation qui doit bientôt être créée. En outre, l'Union estime qu'il existe actuellement une sincère volonté de trouver les moyens de rétablir la confiance entre tous les Timorais de l'Est.

L'Union européenne partage l'opinion du Secrétaire général en ce qui concerne le calendrier de l'indépendance du Timor oriental cette année, ainsi que l'approbation par le Conseil national d'un calendrier politique en ce qui concerne la transition vers l'indépendance. L'Union européenne note que l'ATNUTO sera totalement responsable de la conduite des élections, avec l'appui du Secrétariat et en particulier de la Division de l'assistance électorale (Département des affaires politiques). L'Union demande instamment à l'ATNUTO de poursuivre ses efforts pour veiller à ce que des élections libres et justes et la mise en place de l'Assemblée constituante puissent se faire dans le cadre chronologique qui sera déterminé par la mission et les Timorais de l'Est. L'Union européenne souligne que la composition de l'Assemblée consti-

tuante doit refléter une large participation politique et permettre un débat ouvert et véritablement démocratique. L'Union européenne estime, par ailleurs, que le Secrétariat de l'ONU a un rôle à jouer en ce qui concerne la conduite des élections et l'organisation d'une large campagne d'éducation civique.

L'Union européenne appuie totalement l'objectif de l'ATNUTO et du Timor oriental de développer des mécanismes de bonne gouvernance. On ne saurait surestimer l'importance d'un système administratif transparent, efficace et réduit au minimum pour parvenir à une société démocratique et prospère.

La situation sécuritaire au Timor oriental est étroitement liée à la transition politique. En dépit des nombreuses améliorations, il y a encore des motifs d'inquiétude. L'Union européenne réaffirme son appui total aux recommandations figurant dans la résolution 1319 (2000) du Conseil de sécurité et exhorte le Gouvernement indonésien à poursuivre ses efforts afin de mettre en oeuvre la résolution sans retard supplémentaire. L'Union appuie aussi pleinement les recommandations de la mission du Conseil de sécurité au Timor oriental et en Indonésie, inscrites dans son rapport de novembre dernier (S/2000/1105).

L'Union européenne condamne fermement les activités des milices qui se poursuivent au Timor occidental, et qui ont un effet déstabilisateur sur la transition vers l'indépendance au Timor oriental. Il est donc impératif de mettre enfin un terme à ces activités, conformément à la résolution 1319 (2000) du Conseil de sécurité. La dissolution rapide des milices est essentielle pour résoudre la situation des réfugiés au Timor occidental. L'Union européenne souhaite rappeler le besoin urgent d'un règlement rapide. La question non résolue pourrait avoir des répercussions graves sur la situation politique au Timor oriental et être un facteur qui remettrait en cause le processus de transition.

Il faut donner aux réfugiés le choix pour décider s'ils veulent retourner au Timor oriental ou se réinstaller en Indonésie, y compris par le biais d'un processus d'enregistrement crédible. L'instauration de conditions de sécurité dans les camps de réfugiés, la reprise de l'aide humanitaire, le règlement de la situation des réfugiés et l'appui à la réconciliation sont essentiels pour une paix et une stabilité durables au Timor oriental. L'Union tient beaucoup, avec les organisations humanitaires internationales, à continuer de jouer un rôle actif à cet égard.

L'Union européenne a pris note des observations du Secrétaire général dans son rapport, à savoir qu'il sera peut-être nécessaire de maintenir ce qui est maintenant la composante militaire de l'ATNUTO après l'indépendance, à un niveau qui sera déterminé en fonction de la situation. L'Union croit comprendre qu'une réduction graduelle de cette composante n'aura lieu que si une évaluation objective de la situation sécuritaire par l'ATNUTO montre qu'il convient de le faire. Il est d'une importance cruciale d'assister l'État indépendant en matière de sécurité.

L'Union européenne se félicite des plans de l'ATNUTO et des efforts d'un certain nombre de gouvernements intéressés pour créer une Force de défense du Timor oriental (ETDF) et note qu'elle sera initialement formée à partir des Forces armées de libération nationale du Timor oriental (FALINTIL). En ce qui concerne les membres des FALINTIL qui ne seront pas enrôlés dans l'ETDF, l'Union européenne se félicite des plans de réinsertion mis en place par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la Banque mondiale.

Le rôle de l'Union européenne, principal bailleur de fonds du processus de développement est-timorais, a été récemment réaffirmé à la Conférence des donateurs, à Bruxelles en décembre dernier. L'Union convient qu'il faudra toujours que la communauté internationale coopère au développement et soit prête à jouer son rôle pour continuer d'aider au relèvement du Timor oriental et à sa transition vers l'indépendance. L'Union européenne reconnaît le rôle des institutions financières internationales et des institutions de l'ONU, en particulier le PNUD et la Banque mondiale, et les encourage à continuer de jouer ce rôle.

L'Union européenne appuie la proposition du Secrétaire général visant à proroger le mandat de l'ATNUTO jusqu'au 31 décembre 2001 et attend avec intérêt ses recommandations sur le projet d'une nouvelle mission intégrée qui opérerait au Timor oriental indépendant. Il est important qu'aucun vide ne se crée pendant la transition vers l'indépendance.

L'Union européenne continuera de suivre de près le processus et d'appuyer le travail des Nations Unies et du Secrétaire général. Comme on l'a dit, nous estimons que les Nations Unies ont lieu d'être fières de ce qui a été accompli jusqu'ici au Timor oriental. Nous devons coopérer pour veiller à ce que la mission de l'ATNUTO soit un succès non seulement pour les Na-

tions Unies mais, ce qui est plus important, pour la population est-timoraise.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant du Chili. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Valdés (Chili) (*parle en espagnol*) : Comme les orateurs précédents, je voudrais transmettre les condoléances du Chili aux Gouvernements de l'Inde et du Pakistan, suite à la tragédie qui a frappé un si grand nombre de leurs citoyens.

Monsieur le Président, permettez-moi de vous remercier, au nom de la délégation chilienne, d'avoir convoqué cette séance pour examiner le rapport du Secrétaire général sur la situation au Timor oriental et de nous permettre d'exposer notre point de vue sur la prorogation du mandat de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO). Garantir le succès de la mission de l'ONU au Timor oriental est une responsabilité collective de la communauté internationale, d'où l'importance de ce débat public. Il nous faut également prendre note de la rencontre, lundi dernier, entre les membres du Conseil et les pays qui, comme le Chili, fournissent des contingents à l'ATNUTO. Cet échange de vues a conduit à des conclusions qui s'avèreront très utiles au Conseil lorsqu'il sera amené à prendre des décisions.

Le Chili est particulièrement fier d'être associé, en tant que fournisseur de contingents de l'ATNUTO, aux efforts de reconstruction de l'ONU au Timor oriental. La participation du Chili aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies représente un aspect principal de notre politique étrangère, qui a été réaffirmé lors de la visite en novembre dernier au Timor oriental de M. Ricardo Lagos, Président de la République chilienne. Je voudrais rendre un hommage particulier au personnel de l'ONU pour son dévouement et ses efforts admirables au Timor oriental sous la direction du Secrétaire général adjoint Sergio Vieira de Mello. Je voudrais également saluer la présence parmi nous de M. José Ramos-Horta, l'un des dirigeants les plus distingués du mouvement pour l'indépendance de son pays, qui a la tâche unique de conduire le processus de construction de la nation et de transfert des pouvoirs aux Timorais de l'Est, pour lequel l'ONU fournit un soutien solide.

Nous avons étudié avec grand intérêt le rapport soumis par le Secrétaire général, et nous partageons ses

conclusions. La situation au Timor oriental et les progrès accomplis par l'ATNUTO doivent être examinés sous l'angle de la tâche immense qui a été confiée à cette Organisation. Il y a deux ans à peine, l'ONU a été priée d'entreprendre, avec les dirigeants et le peuple du Timor oriental, la tâche extraordinaire de former un État-nation – tâche qui échappe normalement à la responsabilité d'une institution multilatérale, et pour laquelle il n'existait aucun précédent ni aucune situation comparable dans l'histoire de l'Organisation. Cette tâche, qui a commencé sous des contraintes extrêmes du fait de la tragédie véritable du peuple timorais, a dû être assumé vu les risques sur la paix et la stabilité de la région.

L'ampleur de la tâche a été soulignée ce matin par Sergio Vieira de Mello. Entre autres, la création de la Commission vérité, réception et réconciliation, qui doit commencer son travail dans les mois à venir, nous semble revêtir une importance particulière. Cela marque une étape capitale pour les droits de l'homme dans ce pays. C'est une nécessité indispensable à la transition démocratique. Le Chili peut attester du fait que, sans justice pour les droits de l'homme, la réconciliation ne saurait être certaine ni la paix réelle.

En même temps, nous avons pris note des aspects qui demeurent préoccupants, en particulier la situation générale de la sécurité et des réfugiés, et le problème des milices. À cet égard, nous sommes réconfortés par les signes positifs des relations bilatérales entre le Timor oriental et l'Indonésie, qui sont essentiels pour la mise en oeuvre de la résolution 1319 (2000) du Conseil de sécurité sur la collecte des armes et l'élimination de la menace posée par les milices. Nous nous félicitons également des progrès enregistrés dans la mise en oeuvre des recommandations de la mission du Conseil de sécurité, comme la multiplication des occasions de consultations bilatérales entre les deux pays. Par ailleurs, il faut tenir compte des relations entre l'ATNUTO, la population et les autorités locales afin de prendre les mesures nécessaires pour qu'elles se poursuivent au mieux. Comme nous l'avons entendu cet après-midi, c'est crucial pour la transition et le succès des élections démocratiques.

Concernant l'avenir, la principale question qui nous intéresse aujourd'hui est de savoir si l'objectif premier de l'ATNUTO a été atteint, en application de la résolution 1272 (1999). Le Chili estime, sur la base du rapport du Secrétaire général, que nous n'en sommes pas là et qu'il est donc indispensable de renouveler le

mandat de la mission, du moins pour le restant de cette année. Nous partageons pleinement le point de vue exprimé ce matin par le Président de l'Assemblée générale, selon lequel le Timor oriental aura besoin de la présence et de l'assistance de la communauté internationale durant longtemps, tant pour ce qui est du maintien de la paix que pour assurer la reconstruction nationale.

L'opinion exprimée par certains en faveur d'une rationalisation des activités de l'ATNUTO et d'une réduction de ses activités de maintien de la paix pourrait être prématurée. Vu la complexité de la situation en matière de sécurité au Timor et le temps qu'il faudra pour organiser la force de défense est-timoraise, nous estimons qu'il est tout à fait justifié que le Conseil de sécurité continue d'assumer son rôle à cet égard. Toute modification ou cessation de ses activités actuelles serait à notre avis une grave erreur.

Qui plus est, au moment opportun, nous devons aborder la question de l'appui dont le Timor oriental aura besoin après l'indépendance, ce qui fait qu'il est d'autant plus nécessaire que le Conseil de sécurité continue d'examiner cette question. Nous espérons que le Conseil approuvera les recommandations contenues dans le rapport, notamment celle qui concerne la prorogation du mandat de l'ATNUTO jusqu'à la fin de l'année.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est la représentante du Brésil. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

Mme Vioti (Brésil) (*parle en anglais*) : Ma délégation voudrait s'associer aux autres orateurs pour adresser ses condoléances aux Gouvernements de l'Inde et du Pakistan pour les souffrances et les pertes en vies humaines dont ils ont été victimes à la suite du tremblement de terre qui a frappé la région.

Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat public sur le Timor oriental. Cela témoigne de l'engagement de votre pays et de votre engagement personnel à l'égard de l'objectif qui consiste à établir des fondations solides en vue d'un futur Timor oriental indépendant.

Je voudrais exprimer la profonde gratitude de ma délégation à M. Sergio Vieira de Mello pour son exposé détaillé et le travail admirable qu'il réalise. C'est un grand honneur d'avoir parmi nous aujourd'hui M. José

Ramos-Horta, qui a été un acteur politique clef dans la mise en place d'un Timor oriental libre et indépendant. Nous avons écouté avec un grand intérêt le témoignage personnel du Président de l'Assemblée générale, ainsi que les exposés de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et des représentants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Le Brésil continue de participer aux efforts qui visent à édifier un Timor oriental démocratique et stable. Cela a été l'objet principal de la visite du Président Fernando Henrique Cardoso au Timor oriental au début de la semaine. Je voudrais donner aux membres du Conseil et aux autres délégations quelques informations concernant la visite de notre Président. Le Représentant permanent du Brésil, l'Ambassadeur Gelson Fonseca, qui a accompagné le Président, pourra compléter mon exposé à son retour à New York.

Comme le Président Cardoso l'a déclaré à Dili, sa visite avait pour objet de transmettre un message de solidarité au peuple est-timorais dont la lutte pour l'indépendance et la liberté a touché le coeur et l'esprit de tous les Brésiliens. À Dili, le Président Cardoso, accompagné par Xanana Gusmão et l'Archevêque Carlos Ximenes Belo, a déposé une gerbe de fleurs au monument érigé dans le cimetière de Santa Cruz en l'honneur des victimes de la lutte pour l'indépendance.

Le Président Cardoso a eu de longs entretiens avec le Représentant spécial, M. Sergio Vieira de Mello, et avec les dirigeants du Timor oriental. Il a également participé à une session extraordinaire du Conseil national. Pour souligner les aspects pratiques et concrets de notre assistance au Timor oriental, le Président a personnellement présidé le lancement de projets de coopération brésiliens portant sur le renforcement des capacités, la formation professionnelle et l'alphabétisation.

Au cours de sa visite, le Président Cardoso a annoncé que la coopération actuelle pourrait être étendue à d'autres domaines tels que la santé publique, l'agriculture, l'assistance pour la mise au point de directives relatives à la prospection pétrolière et l'utilisation de données recueillies par satellite pour l'évaluation des ressources naturelles et la surveillance de l'environnement. En ce qui concerne la participation du Brésil à la force de maintien de la paix, nous envisageons actuellement la possibilité de renforcer notre contingent grâce à l'adjonction d'un hôpital mobile.

Après avoir visité le Timor oriental, le Président Cardoso s'est rendu à Jakarta où il a eu un dialogue fructueux avec le Président Wahid. Lors des discussions cordiales qu'il a eues avec le Président Wahid, le Président Cardoso a soulevé la question des réfugiés est-timorais au Timor occidental et il a souligné qu'il importe de faire face à la menace que posent les milices pour la sécurité. Les deux Présidents ont décidé d'étudier la possibilité de lancer des initiatives de coopération conjointe convenues mutuellement par les deux pays, avec l'assentiment du Timor oriental, dans des projets conçus pour appuyer les efforts de reconstruction et de réconciliation, comme M. Ramos-Horta l'a également signalé dans sa déclaration au Conseil.

Il est important de commencer à planifier une transition en douceur vers une auto-administration, ce qui nécessite de créer un environnement propice à un développement autonome. Il ne s'agit pas simplement d'assurer la stabilité politique et de mettre en place les règlements appropriés. Il faut aussi veiller à ce que la communauté internationale ne se désintéresse pas du Timor oriental une fois qu'il aura accédé à l'indépendance.

La création de conditions favorables au développement ne sera pas possible à court terme et elle nécessitera une coopération internationale généreuse long-temps après l'indépendance. C'est le principe qui soutient nos projets au Timor oriental, lesquels portent essentiellement sur l'éducation et l'édification de capacités. Ces programmes jouent également un rôle positif pour préparer la population est-timoraise à prendre les commandes de l'État démocratique futur du Timor oriental.

La timorisation de l'administration est en marche. Les efforts destinés à renforcer les capacités commencent à porter leurs fruits avec la formation de policiers, de juges et d'autres fonctionnaires. Mais il ne faut pas sous-estimer les obstacles à venir : moins de 10 % des postes permanents de direction ont été pourvus. Les postes d'encadrement revêtent une importance particulière pour assurer la transition. Ce sont ces personnes qui seront à la tête de l'administration après l'indépendance.

Je voudrais présenter brièvement la position du Brésil sur la question pressante de la transition vers l'indépendance et le mandat de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO).

Le Brésil approuve la recommandation du Secrétaire général tendant à proroger le mandat de l'ATNUTO jusqu'au 31 décembre 2001. Nous attendons de recevoir les recommandations du Secrétaire général concernant la mission qui succèdera à l'ATNUTO. Il est clair néanmoins que quelle que soit la configuration de la nouvelle mission, la présence internationale devra rester importante.

En dépit des progrès impressionnants qui ont été réalisés par l'ATNUTO sous la direction éclairée de M. Sergio Vieira de Mello, la situation dans les domaines de la sécurité, de l'ordre public et de l'administration publique ne nous autorise pas à réduire la présence internationale. En ce qui concerne la question épineuse de la sécurité, il est indispensable de maintenir le niveau des effectifs actuels jusqu'à ce qu'une évaluation fiable de la sécurité réalisée par le personnel sur le terrain donne les assurances nécessaires pour permettre une réduction de la force.

Je voudrais en conclusion souligner le fait qu'au Timor oriental, l'ONU et la communauté internationale se sont lancées dans une opération sans précédent de coopération pour permettre l'édification d'une nation. Nous assistons à la naissance d'un État nation qui concrétisera les valeurs universelles proclamées dans plusieurs documents internationaux qui ont été adoptés sous l'égide de l'ONU. Pour que ces valeurs s'ancrent dans la société est-timoraise et pour qu'elles modèlent son régime politique, il faudra qu'elles soient étayées par une amélioration de la réalité quotidienne sur le terrain au niveau des communautés. Et nous devons déployer des efforts inlassables à cette fin.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant du Brésil des paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant des Fidji. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Naidu (Fidji) (*parle en anglais*) : Je voudrais m'associer à vous, Monsieur le Président, et à tous ceux qui ont exprimé leur sympathie aux familles qui ont été victimes du tremblement de terre dévastateur qui a frappé l'Inde et le Pakistan.

C'est un grand honneur pour les Fidji de continuer à servir les buts de l'ONU à la recherche de la paix et de la sécurité mondiales. À cette fin, nous avons engagé 195 membres de notre personnel militaire au

Timor oriental au sein de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) et nous rendons hommage à l'initiative de la présidence singapourienne du Conseil de sécurité de permettre à nouveau aux pays qui fournissent des contingents, tels que les Fidji, de contribuer au débat sur cette mission.

Les Fidji reconnaissent les immenses progrès réalisés à ce jour sous la direction de M. Sergio Vieira de Mello, Représentant spécial du Secrétaire général, pour faire avancer le mandat du Conseil de sécurité au Timor oriental. La visite récente à Dili et Suai du Président de l'Assemblée générale, M. Harri Holkeri, est vraiment une source de réconfort pour les Timorais de l'Est et pour les Fidji. Suai est l'endroit où sont stationnés les soldats fidjiens. Ceci nous donne un réel espoir qu'une paix durable et une véritable indépendance pour le peuple du Timor oriental seront finalement réalisées. Nous reconnaissons, par conséquent, que la prorogation du mandat de l'ATNUTO est inévitable et cruciale, et nous saluons la vision du Secrétaire général dans ce processus.

Le mot d'ordre auquel vous vous êtes aussi référé dans votre déclaration, Monsieur le Président, « Pas de sortie sans stratégie », s'applique très bien au Timor oriental aujourd'hui. Toutes les ressources et engagements jusqu'ici déployés par l'ONU pour aider l'Indonésie à remettre le pouvoir au Timor oriental, sur leur chemin commun vers des élections générales libres et vers l'indépendance pour le Timor oriental, seraient gaspillés si les soldats de la paix des Nations Unies se retireraient sans un processus consultatif correct avec toutes les parties intéressées.

Le maintien de la présence de l'ONU remontera le moral du peuple du Timor oriental et consolidera sa foi en l'ONU pour son engagement positif dans le processus de paix d'après guerre. Une stratégie de sortie viable peut être scindée en plusieurs phases si chacune est précédée d'une supervision attentive et d'une évaluation de la situation en matière de sécurité, d'une estimation des besoins et de réponses appropriées données par les organismes partenaires du développement, avec l'aide de l'ONU.

Malgré une paix relative au Timor oriental, des opérations cruciales de secours humanitaire sont entravées par des éléments violents et obstinés des milices. Cette situation souligne la nécessité continue d'une présence des Nations Unies au Timor oriental.

Les Fidji reconnaissent toutefois que l'engagement de l'ONU au Timor oriental est double. Le règlement de la paix est l'objectif immédiat. Mais le but peut-être le plus important est d'assurer la paix dans le cadre de la fondation d'infrastructures solides pour parvenir à une solution vraiment durable. Si un tel objectif requiert la prorogation du mandat de l'ATNUTO, le Gouvernement des Fidji la soutiendrait complètement. Après tout, c'est un fait que la paix et la pauvreté s'excluent l'une l'autre, et le Timor oriental mérite non seulement de la bonne volonté, mais aussi un soutien financier et technique concret pour atteindre des normes internationales raisonnables.

Maintenant plus que jamais, on fait appel à l'ONU pour fournir les leviers – militaires, civils ou infrastructurels – nécessaires pour reconstruire et redresser le Timor oriental au moment où ses besoins sont les plus grands, afin d'assurer que la paix sera profondément consolidée par son caractère viable, offrant par là à son peuple de véritables occasions d'oeuvrer pour l'indépendance politique, sociale, économique et culturelle.

Enfin, les Fidji se réjouiraient que les futures missions de visite au Timor oriental incluent des représentants des pays fournisseurs de contingents. Ces missions auraient des effets bénéfiques accrus de même qu'elles remonteraient le moral des soldats de la paix sur le terrain.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant des Fidji des paroles aimables qu'il m'a adressées.

Avant de donner la parole au prochain orateur, j'aimerais signaler que José Ramos-Horta a demandé de pouvoir dire quelques mots. Il doit prendre un avion ce soir, et comme nous le savons tous, aller à l'aéroport Kennedy le vendredi soir peut être très, très difficile. Donc, je lui donne la possibilité de s'exprimer avant son départ pour l'aéroport.

M. Ramos-Horta (*parle en anglais*) : Merci, Monsieur le Président, de me donner l'occasion, essentiellement, de vous remercier beaucoup, vous d'abord, de nous avoir invités à participer au débat du Conseil aujourd'hui, et de remercier les membres du Conseil des paroles très aimables qu'ils m'ont adressées, et en particulier de les remercier tous de leur engagement actif continu dans le processus en cours de « timorisation », de mise en place des infrastructures et de sécurité au Timor oriental.

J'aimerais profiter de l'occasion pour répondre à une seule question qui a été posée régulièrement par un certain nombre d'orateurs. Sergio Vieira de Mello parlera en notre nom à tous sur tous les autres points en sa qualité de Représentant spécial du Secrétaire général et de chef des Nations Unies au Timor oriental.

J'aimerais aborder le problème de la sécurité et de la violence qui a été soulevé, seulement pour souligner que dans le courant de l'année dernière – une année entière – il n'y a eu que deux incidents violents liés à la politique. Aucun d'eux n'a fait de morts. Je dis cela seulement pour placer ce sujet dans son contexte, puisque certaines délégations ont posé avec une certaine préoccupation la question de la violence politique. Il y a eu deux incidents violents en rapport avec la politique en 12 mois, dont n'a causé de décès.

En général, la situation est généralement très paisible. Mais même si l'on aborde la question de la criminalité croissante, y compris la petite criminalité, les vols mineurs, etc., selon les statistiques de la police civile, le Timor oriental se trouve toujours parmi les pays ayant les plus bas taux de criminalité au monde, malgré un des plus hauts taux de chômage.

À la vue de ces chiffres, dans le contexte de la sécurité sur le territoire, la violence politique est minime. La criminalité en termes de petite criminalité, et, compte tenu du taux de chômage, n'est vraiment pas élevée et n'affecte pas le caractère paisible du territoire. Ceci vise à rassurer les membres du Conseil et les autres intervenants : dans l'ensemble, une paix complète règne et nous avons un plein succès à cet égard.

Je remercie le Conseil une fois encore et vous prie de m'excuser pour ne pas avoir la possibilité de rester plus longtemps. On nous a donné un billet qui n'autorise pas les changements. En raison des contraintes imposées par le Fonds monétaire international sur notre budget, je ne peux pas modifier mon billet. Je dois vraiment partir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. José Ramos-Horta pour ses observations et je lui souhaite un bon voyage.

L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de la République de Corée. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Kim Young-mok (République de Corée) (*parle en anglais*) : Avant de commencer ma déclara-

tion, j'aimerais m'associer aux intervenants précédents et adresser nos sincères condoléances aux peuples d'Inde et du Pakistan après le tragique tremblement de terre et les pertes humaines et matérielles qui en résultent.

J'aimerais débiter par vous dire, Monsieur le Président, la gratitude de ma délégation pour la préparation en temps opportun de ce débat et pour l'intérêt personnel que vous portez à la situation du Timor oriental, ce à quoi de nombreux États Membres, y compris la République de Corée, attachent une grande importance.

Je saisis également cette occasion pour féliciter le Représentant spécial du Secrétaire général et Administrateur transitoire du Timor oriental, M. Sergio Vieira de Mello, et tous les membres des institutions internationales, des efforts considérables qu'ils déploient pour aider le Timor oriental à assurer la paix et édifier une nation autonome.

Je voudrais dire le plaisir particulier que ma délégation éprouve d'avoir parmi nous aujourd'hui M. José Ramos-Horta, membre chargé des affaires étrangères dans le Cabinet transitoire du Timor oriental, qui représente l'aspiration du peuple est-timorais à la paix et à l'indépendance. Ma délégation salue également la contribution de M. Harri Holkeri, Président de l'Assemblée générale, à ce débat, qui nous est particulièrement précieuse. Nous espérons que sa présence exceptionnelle dans cette salle aujourd'hui renforcera l'interaction entre le Conseil et l'Assemblée.

Comme de nombreux orateurs l'ont déjà indiqué, l'intérêt et l'assistance constants de la communauté internationale sont essentiels pour l'avenir du Timor oriental et le succès de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO), qui, avec la Mission intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), est devenue une affaire qui fait jurisprudence dans l'engagement de l'ONU au-delà de son rôle traditionnel de maintien de la paix. À cet égard, ma délégation appuie la prorogation du mandat de l'ATNUTO jusqu'au 31 décembre 2001, comme recommandé par le Secrétaire général dans son rapport (S/2001/42).

La République de Corée s'est engagée à appuyer constamment l'engagement des Nations Unies au Timor oriental et est prête à continuer à le faire. C'est dans cet esprit que nous nous sommes associés aux efforts de la communauté internationale dès le début de

son engagement au Timor oriental en fournissant des contingents et des ressources humaines et financières. Ma délégation est heureuse de constater que le contingent de la République de Corée a opéré avec succès en tant que partie de la composante militaire de l'ATNUTO.

S'agissant de l'édification de la nation au Timor oriental, un travail ardu et des ressources considérables sont nécessaires, comme les déclarations riches en informations et éclairées de M. Vieira de Mello, de M. Ramos-Horta et d'autres hauts responsables de diverses organisations l'ont confirmé aujourd'hui. Ma délégation estime qu'entre autres, maintenir actif et effectif le processus politique d'intégration est la tâche la plus importante pour déboucher sur une nation stable et solide. À cet égard il ne faudrait pas faire d'erreurs lorsqu'il s'agira de garantir la stabilité au Timor oriental en ce moment crucial, où le pays est confronté à un calendrier politique majeur et critique pour l'indépendance. À notre avis, le processus devra être démocratique et inclusif et constituer une base solide pour un nouveau gouvernement timorais. Les possibilités qui s'offrent au peuple est-timorais sont rares et précieuses. Nous comprenons que la sagesse, la patience et la persévérance de tous les Timorais de l'Est seront requises dans ce processus.

Dans ce processus difficile, la communauté internationale ne doit ménager aucun effort pour aider les Timorais de l'Est à réaliser, aussi rapidement que possible, la timorisation complète dans tous les domaines.

Ma délégation estime que la coopération du Gouvernement indonésien est essentielle pour s'attaquer aux défis auxquels est confronté le Timor oriental, comme la suppression de la menace des milices, le retour des réfugiés, la poursuite des criminels de guerre, et la sécurité des frontières. Ma délégation estime que la coopération du Gouvernement indonésien est essentielle. Ma délégation note que le Gouvernement indonésien a fait un travail considérable à cet égard. Nous estimons, toutefois, qu'une coopération accrue est possible entre le Gouvernement indonésien et l'ATNUTO. Ma délégation estime également que le personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui avait été retiré en septembre dernier, pourra revenir au Timor occidental dès que possible pour permettre la fourniture de l'assistance aux réfugiés et leur retour.

Nous convenons aussi de ce que le Timor oriental aura toujours besoin de la coopération en matière de développement de la communauté internationale, de même que de l'assistance en matière de sécurité. Ma délégation appuie la demande faite par le Représentant spécial du Secrétaire général pour qu'il y ait un certain degré de souplesse pour ce qui est de l'utilisation des ressources allouées, qui pourraient contribuer au renforcement des capacités des Timorais de l'Est, en accélérant la timorisation dans tous les secteurs.

S'agissant de l'engagement de la communauté internationale dans un Timor oriental indépendant, ma délégation estime que, si l'avenir du Timor oriental dépend du peuple est-timorais lui-même, une présence continue des Nations Unies, y compris une mission de maintien de la paix, sera indispensable jusqu'à ce que le Timor oriental aboutisse à un système démocratique intégré avec la large gamme d'institutions qui sont nécessaires à cette fin. Nous espérons que les discussions entre États Membres sur l'engagement futur des Nations Unies au Timor oriental se poursuivront. En tant que fournisseur de contingents important, la République de Corée estime qu'il faut rapidement examiner un mandat approprié et le niveau d'une opération de maintien de la paix, en parallèle avec l'environnement en mutation au Timor oriental.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer notre espoir que le peuple est-timorais conservera son courage et sa vision dans ses efforts pour atteindre tous ces objectifs, car la communauté internationale, comme cela a été exprimé aujourd'hui, reste attachée à œuvrer avec lui. Encore une fois, je voudrais féliciter M. Vieira de Mello et le personnel de l'ATNUTO de leurs réalisations et de leur dévouement. La République de Corée, pour sa part, continuera d'être un ami du Timor oriental et d'apporter son appui à cette noble cause.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant sur ma liste est le représentant des Philippines. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Manolo (Philippines) (*parle en anglais*) : D'emblée, je tiens à m'associer aux autres orateurs pour exprimer mes condoléances aux Gouvernements de l'Inde et du Pakistan à l'occasion du tremblement de terre tragique qui a frappé ces deux pays hier.

Monsieur le Président, ma délégation vous remercie d'avoir organisé ce débat public, qui intervient à un moment critique de l'activité de l'Administration tran-

sitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO). Nous remercions également le Secrétaire général de son rapport lucide et complet sur les activités de l'ATNUTO au cours des six derniers mois. Nous nous félicitons aussi de la présence parmi nous de M. Sergio Vieira de Mello, Représentant spécial du Secrétaire général et Administrateur transitoire; de M. José Ramos-Horta; de M. Harri Holkeri, Président de l'Assemblée générale; et des représentants des institutions financières internationales, qui ont tous pris la parole aujourd'hui. Nous les remercions de leurs contributions précieuses aux délibérations d'aujourd'hui.

Monsieur le Président, je tiens également à rendre hommage à la présidence singapourienne du Conseil de sécurité et à vous exprimer toutes nos félicitations pour le travail que vous avez accompli jusqu'à présent durant ce mois. En particulier, la présidence singapourienne a donné un nouvel élan à l'activité de l'ONU au Timor oriental en ouvrant les discussions du Conseil aux non-membres, surtout ceux qui participent et qui contribuent à l'ATNUTO. Ceci, à notre avis, renforce l'importance du principe de la coopération étroite entre les pays fournisseurs de contingents et les non-membres avec le Conseil.

Nous apprécions également le fait qu'au début de cette semaine, la présidence du Conseil a mené des consultations « triangulaires » officieuses entre les pays fournisseurs de contingents, le Conseil et le Secrétariat.

Nous nous trouvons à une phase critique de la situation au Timor oriental. En février de l'année dernière, l'ATNUTO a entamé la tâche ardue qui consiste à aider les Timorais de l'Est à s'autogouverner. Moins d'une année plus tard, nous entrevoyons réellement un Timor oriental indépendant d'ici à la fin de l'année. Il s'agit d'un objectif louable, dont la réalisation nécessitera la plus grande coopération de toutes les parties concernées. Par solidarité avec cet objectif, nous appuyons la recommandation de proroger le mandat de l'ATNUTO jusqu'au 31 décembre 2001 afin qu'elle poursuive la tâche permettant à cette aspiration à l'indépendance de devenir une réalité pour le peuple timorais. Car tout succès au Timor oriental témoignera de la vision indéfectible et du courage remarquable du peuple timorais ainsi que de l'engagement résolu de l'ATNUTO sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général. Tout succès témoignera égale-

ment de l'importance de la coopération internationale et régionale.

Toutefois, la voie qui reste à parcourir est semée d'embûches. Des consultations publiques larges et intensives doivent être menées pour assurer une vision commune et une coopération constructive parmi toutes les parties prenantes à l'avenir du Timor oriental. En outre, les détails des plans de l'Assemblée constituante et de l'élection prévue pour cet été doivent être bientôt arrêtés définitivement.

Certains facteurs cruciaux risquent d'avoir une incidence sur le calendrier de ces activités, le plus important restant la situation en matière de sécurité dans le territoire. Au cours des six derniers mois, deux soldats de la paix de l'ONU ont trouvé la mort de même que trois fonctionnaires du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Plusieurs autres ont été blessés. Nous estimons donc qu'on ne devrait pas réduire le nombre de troupes présentes au Timor oriental tant que la situation en matière de sécurité ne se sera pas stabilisée. Le mandat prorogé ne doit inclure aucune référence à la réduction des contingents. Toute réduction future des contingents de l'ATNUTO doit se faire uniquement après une évaluation détaillée de la situation en matière de sécurité sur le terrain.

La résolution 1319 (2000) du Conseil de sécurité demande que des mesures soient prises pour désarmer et dissoudre les milices. Nous avons été heureux d'apprendre aujourd'hui que leurs activités ainsi que la violence d'inspiration politique ont diminué. Néanmoins, la sécurité du territoire et des camps de réfugiés du Timor oriental doit continuer d'être suivie de très près. Nous nous félicitons du procès des six personnes accusées des meurtres d'Atambua qui s'est ouvert à Jakarta il y a deux semaines et nous savons gré au Gouvernement indonésien de coopérer avec les efforts faits par les Nations Unies pour améliorer la situation en matière de sécurité sur le territoire.

Les Philippines s'engagent à participer aux travaux des Nations Unies au Timor oriental tant que le peuple timorais n'aura pas accédé à l'indépendance. Nous reconnaissons toutefois, qu'après l'indépendance, le Timor oriental aura encore besoin d'une aide internationale conséquente pour appuyer les efforts qu'il fait pour promouvoir le développement, satisfaire aux besoins élémentaires de sa population et renforcer ses capacités. La situation qui fera suite à l'indépendance doit aussi inclure la poursuite de l'engagement des Na-

tions Unies dans les affaires militaires, de police et civiles du nouvel État. De telles dispositions, à notre avis, seront nécessaires tant que l'infrastructure politique d'un Timor oriental indépendant ne sera pas complètement en place. Nous espérons toutefois qu'avant que le mandat d'une initiative des Nations Unies faisant suite à l'indépendance soit arrêté définitivement, des consultations triangulaires intensives auront lieu, comme cela s'est fait dans le cas de l'ATNUTO. À cet égard, les Philippines envisagent de participer à une initiative des Nations Unies qui ferait suite à l'indépendance, selon la nature du mandat qui sera arrêté par le Conseil. Une telle initiative devrait comporter un mandat clair et une stratégie de sortie ainsi qu'une représentation régionale véritable. Il faudra aussi que le déploiement soit une opération de paix des Nations Unies et se fasse, bien entendu, conformément à un accord conclu avec le nouveau gouvernement. Nous attendons avec intérêt des débats ouverts et des consultations sur cette question.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant des Philippines des paroles aimables qu'il a eues pour moi et ma délégation.

L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant du Mozambique. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Santos (Mozambique) (*parle en anglais*) : Je voudrais m'associer aux expressions de sympathie à l'égard des Gouvernements et des peuples de l'Inde et du Pakistan à la suite de la catastrophe naturelle qui a frappé les deux pays, semant la mort et la destruction.

Monsieur le Président, qu'il me soit permis d'emblée, de me joindre à ceux qui m'ont précédé pour vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité durant le mois de janvier et de la façon brillante dont vous menez les affaires du Conseil. Je voudrais également rendre un hommage tout particulier à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Sergey Lavrov de la Fédération de Russie pour la façon exemplaire dont il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer une fois encore notre sincère gratitude au Secrétaire général et à son Représentant spécial, M. Sergio Vieira de Mello, pour les efforts inlassables qu'ils ont déployés et le dévouement dont ils ont fait preuve pour assurer une transition historique sans heurts au Timor oriental. La capacité d'organisation de M. Vieira de

Mello a été essentielle pour assurer le succès du processus de transition. Nous le remercions de son exposé instructif d'aujourd'hui.

Nous saluons la présence de M. José Ramos-Horta, prix Nobel de la paix et combattant résolu pour la cause de l'autodétermination et de l'indépendance du Timor oriental. Nous admirons son courage et apprécions le message qu'il a transmis au Conseil aujourd'hui.

Nous voulons relever avec gratitude la présence parmi nous ce matin du Président de l'Assemblée générale; il a fait un geste louable en se joignant à nous et en nous faisant part des conclusions qu'il a tirées de sa récente visite au Timor oriental et en Indonésie. Nous remercions aussi l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et les représentants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international des exposés qu'ils nous ont présentés. C'est à eux qu'incombe la tâche d'instaurer un développement durable au Timor oriental.

Nous sommes heureux de constater que la situation en matière de sécurité au Timor oriental est relativement stable. C'est un facteur qui contribuera sans le moindre doute à une transition harmonieuse vers l'indépendance pour intégrer le peuple du Timor oriental dans la communauté des nations. À cet égard, nous voudrions féliciter l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) des mesures fermes prises par les forces de maintien de la paix face à la menace que les activités des milices infiltrées du Timor occidental font peser sur la sécurité. Il reste impérieux de continuer de façon décisive à chercher une solution au problème des réfugiés et à l'activité des milices venant du Timor occidental si l'on veut que le processus de transition se poursuive sans encombre.

À cette fin, les autorités de l'Indonésie et l'ATNUTO doivent continuer de coopérer pour assurer la sécurité dans la région et permettre aux activités des organisations humanitaires, notamment le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, d'alléger les souffrances des réfugiés. Une stratégie de l'information doit être conçue pour permettre aux réfugiés du Timor occidental de prendre en connaissance de cause des décisions concernant leur avenir.

Nous félicitons également l'ATNUTO de s'être acquittée avec succès de son mandat dans différents domaines au Timor oriental. L'ATNUTO a fait des pro-

grès considérables dans des domaines essentiels et délicats comme ceux de la formation de la police du Timor oriental et le déploiement de la police civile dans presque tout le pays, la mise en place d'un système d'ordre public, d'administration publique et la mise sur pied de services d'enseignement et de santé de base.

Cependant, la tâche de l'ATNUTO et de la communauté internationale dans son ensemble reste difficile. La transition au Timor oriental ne sera harmonieuse que si la police du Timor oriental, notamment, est formée de manière efficace et opportune pour accomplir sa tâche; si le problème des réfugiés associé aux activités de milices au Timor occidental est résolu; si une administration publique nationale est mise en place; si un système judiciaire efficace est créé; et si l'infrastructure, y compris les routes et l'alimentation électrique, est remise en état ou établie. Bien des besoins restent à satisfaire dans ces domaines.

Nous nous félicitons du consensus qui s'est fait au sein du peuple du Timor oriental quant à l'organisation d'élections afin d'aboutir à l'indépendance durant l'année en cours. C'est là une manifestation de la maturité politique dont le peuple du Timor oriental n'a cessé de faire preuve tout au long de sa quête d'autodétermination et d'instauration de son propre État.

Les consultations menées dans le cadre du Conseil national de la résistance timoraise, auxquelles participent tous les acteurs politiques du Timor oriental, constituent un signe que le peuple est-timorais est déterminé à bâtir une nouvelle nation fondée sur les principes fondamentaux de la démocratie, de la liberté et de la primauté du droit.

Il est maintenant plus urgent que jamais de faire le bilan des progrès déjà réalisés et de se préparer aux défis énormes mais certainement surmontables qui surgiront tout au long du processus de transition au Timor oriental.

La communauté internationale doit maintenant manifester sa solidarité à l'égard de la cause des Timorais en mettant à la disposition de l'ATNUTO les ressources nécessaires pour lui permettre d'achever rapidement son mandat et de jeter les bases du futur État indépendant du Timor oriental. Comme le Secrétaire général l'a proposé, les ressources provenant des contributions mises en recouvrement doivent être fournies à des niveaux suffisants, et l'on doit permettre à l'ATNUTO d'utiliser ces ressources de façon plus sou-

ple lorsqu'elle établit ses priorités et s'acquitte de ses mandats complexes au Timor oriental.

Le rythme actuel de la mise en oeuvre du mandat de l'ATNUTO et de projets d'organisations internationales semble indiquer qu'une présence importante de l'ONU sera requise au Timor oriental après son indépendance. Nous estimons que cette présence devrait être planifiée de façon adéquate et faire l'objet d'un mandat approprié.

Nous sommes heureux de constater que les élections qui précéderont la déclaration de l'indépendance au Timor oriental seront organisées par l'ATNUTO. Il est de la plus haute importance de renforcer la capacité interne en matière de planification électorale, afin de permettre aux Timorais de l'Est de gérer leurs élections à l'avenir.

Nous lançons également un appel à la communauté internationale pour qu'elle continue d'appuyer le Timor oriental après son indépendance, au moment où les Timorais de l'Est mettront en place leur propre système de gouvernance durable. La fourniture d'une assistance technique, financière ou autre sera essentielle pour permettre à cette nation de naître et de se joindre à la communauté des nations. C'est l'un des cas où nous devons joindre l'action à la parole lorsque nous évoquons la consolidation de la paix après les conflits.

Le droit à l'autodétermination constitue l'une des bases essentielles des relations internationales, auxquelles le Mozambique a toujours accordé une grande importance. À cet égard, mon pays apporte maintenant une contribution modeste au processus de transition au Timor oriental, sous la forme d'un petit contingent de personnel civil et militaire déployé dans ce territoire.

Nous attendons avec impatience le jour où le Timor oriental indépendant se joindra à l'Organisation des Nations Unies.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant du Mozambique des paroles aimables qu'il m'a adressées.

Le dernier orateur inscrit sur ma liste est le représentant de l'Indonésie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Wibisono (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord m'associer aux autres orateurs pour offrir, au nom de ma délégation, nos plus sincères

condoléances à deux pays amis, l'Inde et le Pakistan, pour les pertes tragiques en vies humaines qu'ils ont subies par suite du tremblement de terre qui a secoué hier le sous-continent hier.

Je tiens à saisir cette occasion pour féliciter Singapour, ainsi que les autres nouveaux membres du Conseil, à savoir la Colombie, l'Irlande, Maurice et la Norvège. Nous sommes convaincus que les nouveaux membres apporteront de nouvelles idées et de nouvelles perspectives aux travaux du Conseil. Je voudrais également vous transmettre les sincères félicitations de ma délégation, Monsieur le Président, à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de janvier. Nous sommes convaincus que sous votre direction avisée les travaux du Conseil seront couronnés de succès.

Aujourd'hui, le Conseil examine une question qui revêt une grande importance et un intérêt profond pour la communauté internationale, à savoir la question de la transformation d'un territoire en une nation à part entière. S'il réussit dans cette entreprise, le monde verra, dans un avenir relativement proche, le Timor oriental devenir la première nation née au cours de ce nouveau millénaire. Entre-temps, notre soutien collectif est jugé indispensable, car il comprend les tâches difficiles et complexes d'édification d'une nation, de la gouvernance et du développement.

En tant que membre de la communauté internationale des nations géographiquement proches du Timor oriental ou qui partagent une frontière avec lui, je voudrais réaffirmer l'engagement ferme de mon gouvernement pour la création de relations mutuellement bénéfiques et harmonieuses avec un futur Timor oriental indépendant, démocratique et stable. Par conséquent, nous sommes pleinement attachés au règlement de toutes les questions en suspens, y compris celle des réfugiés est-timorais. Dans ce but, l'Indonésie a toujours collaboré et continuera de collaborer avec l'ATNUTO et ses administrateurs, ainsi qu'avec les dirigeants du Timor oriental. De toute évidence, le règlement de ces questions faciliterait la réalisation des objectifs de mon gouvernement.

L'atteinte de ces objectifs, cependant, dépend non seulement de la situation qui règne dans la province orientale de Nusa Tenggara, mais également de la situation au Timor oriental. Tout en reconnaissant les résultats obtenus par l'ATNUTO jusqu'ici, nous ne pouvons méconnaître le fait que certains observateurs

indépendants, y compris Xanana Gusmão dans son message du nouvel an, ont critiqué l'ATNUTO. Ces points de vue, à notre avis, traduisent les aspirations de la population est-timoraise et doivent donc être pris en considération et étudiés constructivement.

À plusieurs occasions, mon gouvernement a réaffirmé sa ferme conviction que l'élément clef pour régler les mille problèmes existants est la nécessité de promouvoir une réconciliation véritable entre tous les Timorais de l'Est de toutes allégeances politiques – surtout compte tenu du fait que, par le passé, les divergences politiques entre eux ont habituellement abouti à des violences. Ainsi, la réconciliation revêt une plus grande importance et doit être recherchée activement si l'on veut éviter un conflit civil au Timor oriental.

Pour sa part, l'Indonésie a facilité et continuera de faciliter les pourparlers favorisant la réconciliation entre les Timorais de l'Est. Les plus récents ont eu lieu à Denpasar, à Bali, les 18 et 19 décembre 2000, avec l'assistance de l'Université suédoise d'Uppsala. Le fait que les dirigeants des deux groupes aient participé à ces événements constitue véritablement un jalon et pourrait ouvrir la voie à des démarches similaires dans un proche avenir.

Le rapatriement des réfugiés et le règlement rapide de cette question est un autre élément à confronter de toute urgence, puisque c'est dans l'intérêt tant de l'Indonésie que du Timor oriental, surtout si l'on considère la question du point de vue de la stabilité dans l'île du Timor. À cette fin, il est essentiel qu'un environnement de calme et de tranquillité, y compris la sécurité de l'emploi et des perspectives d'emploi, s'installe au Timor oriental. Par conséquent, les rapports indépendants indiquant que des abus, des violences, des actes d'intimidation et même des assassinats ont été commis contre des rapatriés favorables à l'intégration ainsi que des minorités, ne favorisent pas leur retour. Pour accélérer leur rapatriement, l'Indonésie a mené un projet pilote de nature ad hoc et spontanée avec le concours d'anciens réservistes des forces armées indonésiennes du Timor oriental (MILSAS) le 22 novembre 2000, avec l'aide de l'ATNUTO et de l'Organisation internationale pour les migrations. Dans ce contexte, il convient de noter que, depuis septembre 2000, l'Équipe spéciale pour les réfugiés du Gouvernement indonésien, dans la province orientale de Nusa Tenggara, a facilité 4 000 retours spontanés, menés en étroite collaboration avec

l'ATNUTO et les organismes d'aide situés à la frontière.

Il est indéniable que les problèmes des réfugiés sont multiformes et multidimensionnels. Dans la conclusion de sa publication intitulée *Situation actuelle des réfugiés dans le monde – À la recherche de solutions*, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés indique que :

« La recherche de solutions n'incombe pas uniquement aux gouvernements, aux organisations internationales ou aux organisations non gouvernementales. Elle s'appuie sur les connaissances et les capacités des réfugiés eux-mêmes, et sur leur volonté de reprendre une vie plus productive. »

Il faut assurer les réfugiés du Timor oriental que le développement économique qu'ils connaîtront dans un Timor oriental indépendant, ne leur permettra pas seulement de mener une vie productive, mais également de réaliser leur potentiel humain, de garder leur amour-propre, de jouir de la sécurité physique, de satisfaire leurs besoins matériels, de participer aux décisions qui affectent leur vie et surtout d'être gouvernés de façon équitable, dans le cadre de la primauté du droit.

Mon gouvernement estime que ce sont là les objectifs qui doivent être poursuivis par l'ATNUTO alors que l'on examine la prorogation de son mandat, conformément au principe de la responsabilité partagée, énoncé dans la Déclaration du Sommet du Millénaire, en ce début de nouveau siècle.

En outre, l'Indonésie poursuit ses efforts visant à désarmer les milices par des mesures de persuasion et de répression, qui ont conduit à la confiscation de centaines d'armes standard et de fabrication artisanale, y compris des munitions et des grenades. Les services de sécurité indonésiens maîtrisent la situation dans les camps et aux alentours et le long de la frontière avec le Timor oriental. Ces efforts ont été salués par le Ministre des affaires étrangères du gouvernement de transition du Timor oriental, M. Ramos-Horta, car ils ont permis une réduction sensible des actes criminels et de violence commis par les « milices » depuis septembre 2000.

En ce qui concerne la question de l'enregistrement des réfugiés, deux séries de réunions entre l'Indonésie et les organismes d'aide internatio-

naux ont eu lieu à Jakarta pour discuter des modalités nécessaires à la reprise du processus. Cette reprise doit commencer en mars 2001. L'incident tragique du 6 septembre 2000 a toutefois fait que la zone a été placée sous le régime de sécurité « phase cinq », interdisant aux organismes internationaux d'y effectuer des opérations. Il est indéniable, compte tenu de la présente situation des réfugiés, qu'il faut intervenir d'urgence pour atténuer leurs difficultés. L'on espère donc que les consultations en cours entre l'Indonésie et le représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement – en tant que coordonnateur chargé de la sécurité du personnel de l'ONU dans la zone – sur les modalités d'une évaluation de la sécurité, en conformité avec la procédure établie par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour la sécurité, donneront lieu à la réévaluation de la catégorie « phase cinq ».

Durant une visite à Genève, le Vice-Président, Megawati Soekarnoputri, et le Ministre des affaires étrangères, Alwi Shihab, ont rencontré le nouveau Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, M. Ruud Lubbers. M. Shihab a réaffirmé la détermination de l'Indonésie d'assurer la sécurité dans les camps de réfugiés au Timor occidental.

À titre de témoignage de la ferme intention de mon gouvernement de traduire en justice les auteurs d'actes criminels, il faut noter que l'instruction judiciaire de plusieurs procès a commencé. Les 2, 8 et 15 janvier 2001, Eurico Gutierrez est comparu devant un tribunal pour avoir incité ses partisans à reprendre possession des armes déjà remises aux autorités en septembre 2000, et a été inculpé pour possession illégale d'armes. En attendant, les six suspects du meurtre des trois fonctionnaires du HCR à Atambua ont été déférés à la justice, au tribunal du district nord de Jakarta. Les premières audiences ont eu lieu les 11 et 23 janvier 2000, et les procédures judiciaires doivent se poursuivre au cours des prochaines semaines. Un autre suspect, Jakobus Bere, qui aurait tué le soldat de deuxième classe Leonard Manning, s'est présenté aux forces armées indonésiennes à la frontière, à Atambua, le 9 janvier 2000, et il est actuellement interrogé par la police. Durant l'enquête, le suspect aura droit à une procédure judiciaire régulière.

Se tournant vers l'avenir, l'Indonésie s'efforcera de faire en sorte que la situation géographique du Timor oriental soit prise en considération dans les travaux de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Une autre manifestation de la détermination de l'Indonésie d'instaurer des relations mutuellement bénéfiques et fructueuses et à tous les niveaux avec le Timor oriental, apparaît dans la proposition du Président Abdurrahman Wahid de former un nouveau groupe régional – le Forum du Pacifique Ouest – dans lequel le nouvel État du Timor oriental se retrouvera au milieu de pays amis de la région, lui permettant ainsi de consolider le processus de construction nationale et de développement.

Pour terminer et au vu de ce qui précède, l'Indonésie nourrit l'espoir sincère que la prorogation du mandat de l'ATNUTO nous permettra d'affronter l'avenir, de relever les défis actuels de façon positive, équilibrée et globale, et de satisfaire les aspirations de tout le peuple du Timor oriental durant la phase finale conduisant à l'indépendance.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant de l'Indonésie des paroles aimables qu'il a prononcées à mon égard et à celui de ma délégation.

Je donne la parole à M. Sergio Vieira de Mello qui va répondre aux questions qui ont été posées et aux commentaires qui ont été faits.

M. Vieira de Mello (*parle en anglais*) : Au nom de M. José Ramos-Horta et en mon nom personnel, je voudrais d'abord exprimer notre gratitude pour l'appui unanime – je pense pouvoir employer ces mots – apporté à notre mission et aux recommandations du Secrétaire général, figurant dans la section « Observations » de son rapport au Conseil de sécurité, y compris celles qui sont liées à la prorogation du mandat de notre mission jusqu'à la fin de cette année. Cet appui constituera un stimulant très puissant et un encouragement pour mes collègues au Timor oriental – les Timorais de l'Est et les collègues internationaux, le personnel des divers organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, qui continuent de jouer un rôle clé dans l'effort de reconstruction – ainsi que pour le personnel du Secrétariat. Mais, et c'est peut-être plus important, cet appui a été un message d'espoir à la population du Timor oriental dans son ensemble. Notre débat a été tout à fait exceptionnel, et je voudrais vous remercier personnellement, Monsieur le Président, et remercier vos collaborateurs et votre gouvernement d'avoir investi tant d'énergie, de temps et d'effort pour cette cause du Timor oriental.

S'agissant de la présence après l'indépendance, la plupart des orateurs, dont vous-même, Monsieur le

Président, nous ont assuré qu'ils souhaitent voir l'ONU continuer de jouer un rôle d'appui important après l'indépendance du Timor oriental. Cela est très important pour le peuple et les dirigeants timorais. Je ne peux sous-estimer l'importance de ce message. Certains membres, la Chine en particulier, nous ont demandé de soumettre une étude approfondie et des propositions précises que, je suis sûr, le Secrétaire général acceptera de réaliser dans un avenir proche, sur sa proposition concernant la structure, les fonctions et le mandat proposés pour cette mission intégrée de suivi des Nations Unies au Timor oriental, et cela mettra également en évidence le rôle des autres organismes des Nations Unies, notamment du Programme des Nations Unies pour le développement.

Je remercie les divers orateurs, y compris le Président de l'Assemblée générale, des déclarations qu'ils ont faites sur la question de la flexibilité dans l'utilisation des contributions mises en recouvrement au Timor oriental pour la mise en place de cette nouvelle structure gouvernementale.

Sur la question de la situation en matière de sécurité, je suis reconnaissant de l'appui que nous avons reçu pour la mise en place de la nouvelle Force de défense du Timor oriental. Pour ce qui est de la police civile, le représentant des États-Unis a demandé mes observations pour ce qui était des suggestions faites par M. José Ramos-Horta pour l'utilisation de contingents nationaux. Comme je l'ai dit ce matin, mes collègues au Département des opérations de maintien de la paix examinent cette question. J'ai fait des recommandations du même ordre à New York et je crois que nous pouvons trouver une formule nouvelle qui améliorera considérablement le bilan de la composante de police civile internationale au Timor oriental.

On m'a aussi demandé de donner au Conseil ma propre évaluation des résultats de la formation qu'a suivie jusqu'à présent la police du Timor. Mon évaluation est très positive. En fait, je crois que c'est l'un des domaines où l'ATNUTO a connu un succès particulier, au niveau non seulement des chiffres, mais aussi de la grande qualité et du degré d'engagement des nouveaux cadets de police du Timor oriental. Je voudrais aussi indiquer que, jusqu'à présent, nous avons recruté 32 % de femmes dans la force de police du Timor oriental. Pour février 2001, le chiffre sera de 300 officiers de police timorais patrouillant les rues du Timor oriental, à diverses étapes de leur formation. À partir de février 2001, 100 officiers de police au minimum seront di-

plômés chaque mois, et nous disposerons en juin de 800 officiers de police et de 200 autres encore en cours de formation. D'ici à décembre prochain, le nombre de policiers hommes et femmes dans les rues du Timor oriental sera passé à 1 400. Cependant, comme je l'ai dit dans mon exposé, cette nouvelle force de police ne sera pas pleinement formée ni déployée avant 2004.

Pour ce qui est de la timorisation, le représentant du Royaume-Uni m'a demandé comment nous pourrions l'améliorer, qualitativement plutôt que quantitativement. Je voudrais dire que l'évaluation que je peux faire aujourd'hui confirme que la timorisation est excellente au sommet de l'échelon, ainsi que dans l'assemblée « protolégislative » que nous avons mise en place. Elle est acceptable aux niveaux moins élevés de l'administration, de la nouvelle administration civile du Timor oriental, ainsi que dans le secteur judiciaire. Elle est insuffisante au niveau des hauts fonctionnaires de la nouvelle fonction publique, qui sont de toute évidence essentiels au succès à long terme de nos efforts au Timor oriental. C'est pour cette raison que nous avons convenu ces derniers mois que nous devrions porter notre attention sur ce point pour le reste de la période de transition. Ceci est dû à de nombreuses raisons que je ne vais pas énumérer ici, mais dont les membres du Conseil sont bien conscients, j'en suis sûr.

Pour la question du système judiciaire, le représentant du Royaume-Uni m'a aussi demandé ce qu'avait été la réaction internationale à l'appel lancé fin novembre. Elle a été limitée; en fait, seul le Royaume-Uni a fait une offre d'appui financier. Mais notre document a été distribué une nouvelle fois, par le Département des opérations de maintien de la paix, aux membres du Conseil, ainsi qu'aux pays fournisseurs de contingents, et je sais que le Département organisera très bientôt – la semaine prochaine, je crois – une réunion technique avec les missions permanentes, ici à New York, pour tâcher d'étudier avec elles la possibilité d'obtenir un appui supplémentaire d'urgence en réponse à notre demande, essentiellement au niveau du personnel chargé d'enquêtes. C'est ce dont nous avons besoin – un personnel compétent, formé, pour aider à mener à terme les enquêtes réalisées par le Groupe d'enquête sur les crimes graves, qui sont en attente depuis trop longtemps.

Pour la justice en général, le représentant des États-Unis m'a demandé aussi comment on pourrait garantir que le processus se poursuivrait après l'indépendance. Nous pouvons y parvenir non seule-

ment en consolidant le nouveau secteur judiciaire du Timor oriental, et en particulier le Groupe d'enquête sur les crimes graves mis en place au tribunal de Dili, mais aussi par la création, je tiens à le souligner – approuvée maintenant par la société civile est-timoraise dans son ensemble – d'une commission de la vérité et de la réconciliation. Ceci représente un pas important en avant, notamment pour les crimes qui ne relèvent pas de la catégorie des crimes graves. Nous travaillons avec ardeur pour rédiger le règlement de cette commission, et j'espère qu'elle sera fonctionnelle en mars, pas seulement à Dili, mais aussi dans cinq sous-régions. Pour le reste de la période de transition et pour la période consécutive à l'indépendance, ce mécanisme devrait être vital pour rassurer les Timorais que la justice est administrée à leur satisfaction.

L'Ambassadeur Valdivieso, de la Colombie, m'a posé une question sur l'éducation civique, et je crois que M. José Ramos-Horta a déjà précisé que les incidents de nature politique ont été très peu nombreux. Nous espérons qu'avec l'adoption de règlements par les partis politiques, de règlements relatifs aux élections à l'assemblée constituante, avec l'adoption du pacte d'unité nationale – dont parlait M. Ramos-Horta ce matin – et d'un code de conduite pour les partis politiques, tout comme avec une campagne d'éducation civique, qui sera lancée et intégrée dans l'opération d'inscription sur les listes électorales et qui utilisera l'infrastructure mise en place pour dresser les listes électorales, nous serons à même de contenir toute violence qui pourrait surgir dans les prochains mois.

Le peuple est-timorais est extrêmement discipliné, comme nous l'avons constaté au cours des années et depuis notre arrivée au Timor oriental, et il est déterminé à rejeter la violence. Il a acquis au moins un droit fondamental, qui est celui de vivre en paix, et il entend exercer ce droit. En outre, les groupes qui pourraient être à l'origine de cette violence sont très réduits. Nous les connaissons et je pense qu'ils peuvent être neutralisés par des moyens pacifiques, mais aussi, le cas échéant, en ayant recours à la police civile et militaire très forte dont nous disposons sur le terrain.

Sur les réfugiés, de nombreuses questions ont été soulevées. Je ne tenterai pas de répondre à toutes. L'Ambassadeur Wibisono a répondu partiellement à ces questions, pour ce qui est du Gouvernement indonésien, et nous appuyons pleinement la politique du Gouvernement indonésien à ce sujet. De nombreuses initiatives ont été prises conjointement avec les autorités

indonésiennes ces derniers mois. Je ne vais pas les énumérer encore une fois, vu le peu de temps dont nous disposons. J'en ai mentionné quelques-unes dans mon exposé ce matin. J'ai aussi dit au Conseil que j'avais discuté de certaines idées avec le nouveau commandant régional militaire, le général Da Costa, il y a trois jours seulement à Denpasar. Nous avons fait de même avec le Directeur général des affaires politiques au Ministère indonésien des affaires étrangères et avec le chef d'un groupe de travail interinstitutions du Gouvernement indonésien, qui nous a rendu visite par deux fois à Dili au cours des dernières semaines. J'espère qu'avec une mise en oeuvre plus résolue et mieux coordonnée de ces idées, nous pourrions finalement aborder et tenter de résoudre les problèmes qui se posent encore concernant les réfugiés au Timor occidental.

S'agissant de la désinformation, l'Ambassadeur Wibisono a raison de dire que des rumeurs ont été véhiculées au Timor occidental sur la manière dont les populations réfugiées seraient traitées si elles décidaient de retourner au Timor oriental. Ces rumeurs créent des craintes non justifiées dans les esprits de la population réfugiée. Nous avons discuté avec les autorités indonésiennes d'une nouvelle stratégie visant à contrer ces campagnes de désinformation dans les camps de réfugiés du Timor occidental. Nous comptons beaucoup sur la police et l'armée indonésiennes pour nous aider à transmettre une information objective et véridique sur ce qui se passe au Timor oriental. Nous avons également convenu récemment que nous inviterions à nouveau les médias indonésiens de Jakarta et de Bali mais aussi de Kupang au Timor occidental à se déplacer librement dans le pays comme ils l'ont fait dans le passé afin de transmettre à l'opinion publique et aux réfugiés se trouvant à l'Ouest une image plus exacte de la situation.

Enfin, nous espérons que durant les négociations bilatérales des 30 et 31 janvier, la question des pensions des réfugiés est-timorais qui se trouvent actuellement en Indonésie et étaient fonctionnaires dans l'administration indonésienne sera réglée de manière satisfaisante. Cela encouragerait fortement les réfugiés à rentrer.

(l'orateur poursuit en français)

Je terminerai en répondant aux questions qui m'ont été posées par l'Ambassadeur Levitte.

Concernant l'adéquation des moyens de l'ATNUTO à la situation sur le terrain ces prochains

mois, il nous a demandé si des évaluations pouvaient être présentées dans trois mois sur cette question et ma réponse est : bien entendu, sans aucune difficulté. Nous le ferons car c'était bien notre intention de procéder à des évaluations régulières, notamment pour ce qui est de la force militaire.

Quant aux deux autres questions qui m'ont été posées – comment j'envisageai, au lendemain des élections, le rôle de l'ATNUTO aux côtés d'une Assemblée constituante élue et quelles adaptations du mandat ou du mode de fonctionnement de l'ATNUTO seraient nécessaires – je voudrais dire, en premier lieu que tous les dirigeants politiques timorais ont très clairement affirmé qu'ils reconnaîtront sans la moindre réserve le fait que l'ONU continue d'exercer l'administration du territoire jusqu'à l'indépendance, et donc, mon rôle, en tant qu'administrateur transitoire. Je crois avoir dit, ce matin, qu'un nouveau cabinet reflétant les résultats des élections serait nommé après les élections pour l'Assemblée constituante, ce qui devrait faciliter l'interface de l'exécutif avec le législatif.

Le seul problème que je prévois pourrait se poser si l'Assemblée constituante devait également exercer des pouvoirs législatifs avant l'indépendance. Selon la durée qui pourrait nous séparer de l'indépendance et l'étendue de ces pouvoirs, il est clair qu'il me faudra appliquer avec une certaine flexibilité et avec beaucoup de tact et d'équilibre le paragraphe 1 de la résolution 1272 (1999) qui affirmait que l'Administration transitoire sera habilitée à exercer l'ensemble des pouvoirs législatif et exécutif y compris l'administration de la justice. Il est clair que s'agissant des pouvoirs législatifs, il faudra évidemment trouver un équilibre avec cette nouvelle Assemblée constituante si, je le répète, elle devait elle-même exercer un pouvoir législatif avant l'indépendance.

(l'orateur répond en anglais)

Ainsi s'achèvent mes observations et mes réponses à certaines de mes questions. Je regrette de ne pas

avoir répondu à toutes les questions mais il est tard et j'ai pensé qu'il me fallait répondre uniquement à celles qui étaient particulièrement importantes ou pertinentes pour la période de transition restante. Une fois encore, je remercie de tout coeur les membres de nous avoir permis de prendre la parole plus longuement que ce qui aurait sinon été le cas.

Le Président (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier M. Vieira de Mello pour ses réponses détaillées, le féliciter pour la grande énergie dont il a fait preuve et le remercier pour les aimables paroles qu'il a eues à mon égard et à l'égard de ma délégation.

Il n'y a pas d'autres orateurs inscrits sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Avant de lever la séance, je voudrais toutefois lire une lettre que je viens de recevoir du Représentant permanent de l'Inde :

« Cher Kishore,

Je vous écris en votre qualité de Président du Conseil de sécurité. Je comprends qu'à la séance publique du Conseil de sécurité d'aujourd'hui sur le Timor oriental, tous les orateurs ont présenté leurs condoléances à mon gouvernement pour les pertes de vies survenues à la suite du séisme de Gujarat. Étant donné que nous ne nous sommes pas inscrits sur la liste des orateurs, nous n'avons pas été à même de vous transmettre directement notre gratitude, mais je voudrais vous dire, ainsi qu'à tous les membres du Conseil de sécurité et aux autres représentants qui ont pris la parole aujourd'hui au Conseil, notre gratitude pour la solidarité et la compassion qu'ils ont exprimées dans leurs déclarations.

Meilleurs souvenirs,

Kamalesh Sharma. »

La séance est levée à 19 h 20.